

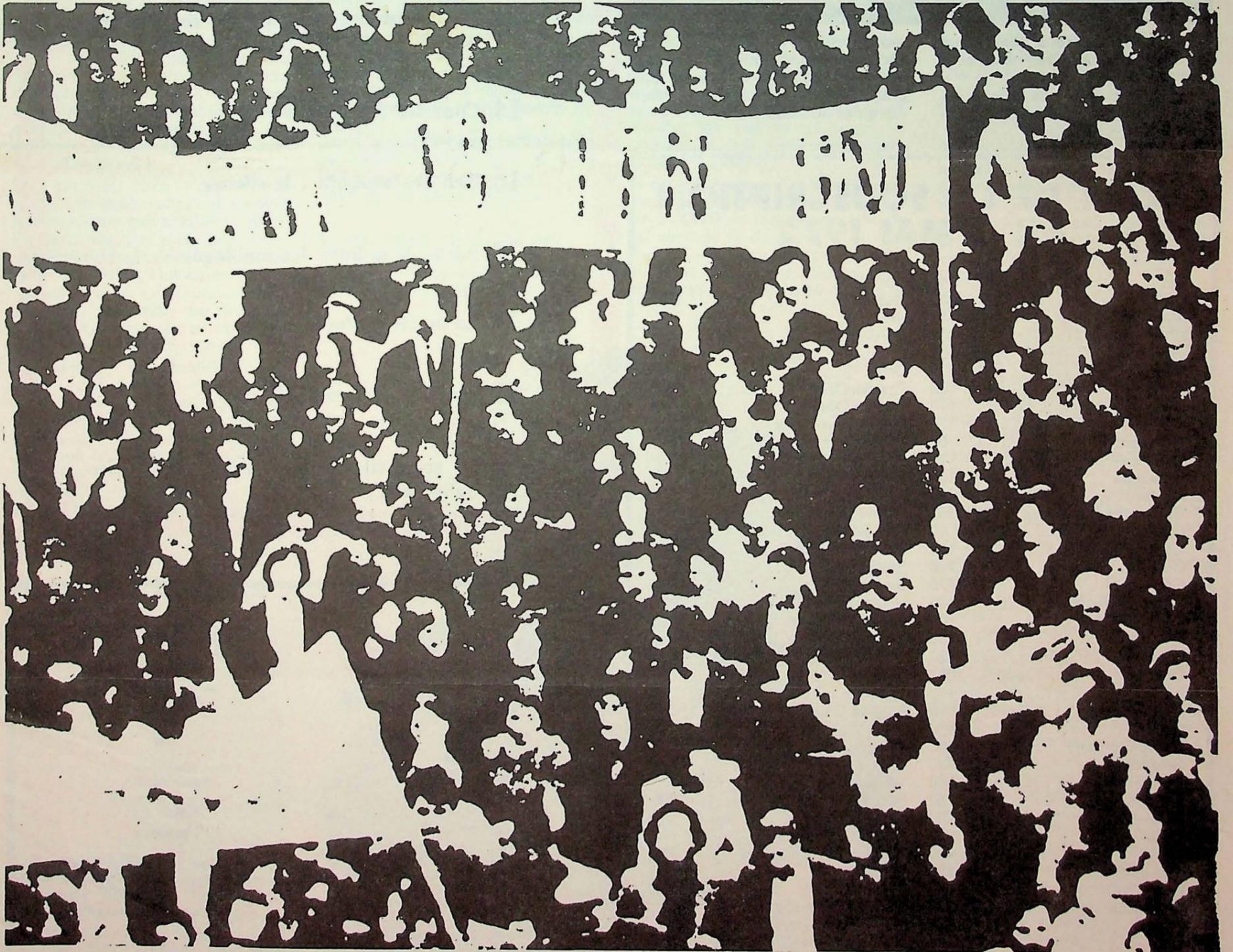
# la tribune

## socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié - N° 536 - mercredi 10 mai 1972 - 2 F

# LE "JOINT FRANÇAIS":



D.R.

# LE SENS D'UNE VICTOIRE

## LA SOUSCRIPTION DOIT DEVENIR L'AFFAIRE DE TOUS ET DE CHACUN

JACQUES GALLUS

La souscription pour « TS » a progressé de plus de 8000 F par rapport à la semaine dernière. Mais, comme d'habitude, certains camarades ont fait un gros effort dont

PSU. Voilà pourquoi nous avons souligné trois impératifs militants pour sauver « TS ». Déjà la vente militante progresse sensiblement. Mais c'est une mobi-

- 10 F par militant pour « T.S. ».
  - 1 abonné nouveau par militant.
  - 1 point de vente militant par section.
- Versements à « T.S. » - C.C.P. Paris 58-26-65  
avec mention « souscription T.S. »

nous les remercierons, tandis que des fédérations entières ne se soucient pas du problème. Or, ce journal n'est pas comme les autres. C'est celui d'un parti : le

lisation collective bien plus considérable qui doit soutenir la rédaction de « TS » si l'on veut que, grâce à son journal, notre parti élargisse son audience.

### BILAN DE LA SOUSCRIPTION AU 6 MAI 1972

Ain	145	Morbihan	60
Aisne	30	Moselle	360
Alpes-Maritimes	510	Nièvre	27
Ardèche	150	Nord	190
Ardennes	30	Oise	140
Aude	170	Orne	381
Ariège	100	Pas-de-Calais	505
Aube	170	Puy-de-Dôme	890
Aude	175	Basses-Pyrénées	25
Aveyron	65	Hauts-Pyrénées	50
Bouches-du-Rhône	70	Pyrénées-Orientales	110
Calvados	100	Bas-Rhin	210
Cantal	30	Haut-Rhin	450
Charentes-Maritimes	355	Rhône	1.215
Cher	10	Haute-Saône	50
Corrèze	170	Saône-et-Loire	70
Corse	100	Sarthe	240
Côte-d'Or	170	Savoie	450
Côtes-du-Nord	85	Haute-Savoie	290
Creuze	140	Seine-Maritime	525
Dordogne	135	Seine-et-Marne	150
Doubs	220	Deux-Sèvres	10
Drôme	517	Somme	130
Eure	150	Tarn	180
Finistère	610	Tarn-et-Garonne	100
Gard	460	Var	30
Haute-Garonne	550	Vaucluse	100
Gironde	390	Vendée	30
Hérault	360	Vienne	110
Ile-et-Vilaine	150	Haute-Vienne	200
Indre-et-Loire	190	Vosges	90
Isère	550	Yonne	402
Jura	480	Belfort	100
Loir-et-Cher	120	Yvelines	410
Loire	690	Essonne	1.155
Loire-Atlantique	340	Hauts-de-Seine	1.230
Loiret	105	Seine-Saint-Denis	1.290
Lot	30	Val-de-Marne	1.050
Lot-et-Garonne	10	Val-d'Oise	270
Maine-et-Loire	404	Paris	2.100
Manche	100	Anonyme	15
Marne	200	Etrangers	200
Haute-Marne	320		
Meurthe-et-Moselle	270	Total	25.480

## sommaire

3. Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil
4. Quand la démocratie avançait
6. Quand les boîtes à vitesse débrayent
7. Quatrième mois de grève à Besançon
8. La hiérarchie est une arme essentielle
9. La C.G.T. : demande d'explication
10. Le sous-développement breton
13. Les grandes manœuvres de Rainer Barzel
14. Courrier des lecteurs
16. Tchécoslovaquie : le silence
17. Soutenir la lutte des mal-logés
18. La mafia à Paris
19. La révolution selon Leone
20. La solidarité a joué, brisant toutes les collusions

**tribune**  
socialiste  
PSU

Secrétaire de la rédaction :  
Philippe Guyot

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Directeur politique :

Christian Guerche

Directeur adjoint :

Gérard Féran

Comité politique :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vaillant.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destoot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Rédaction  
Administration :  
9, rue Borromée  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
566-45-37

Publicité : Information 2000  
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 1<sup>er</sup>

Le présent numéro est tiré  
à 29.000 exemplaires

# TOUT LE MONDE IL EST BEAU TOUT LE MONDE IL EST GENTIL

CHRISTIAN GUERCHE

Que nos lecteurs se rassurent. Ou du moins ceux d'entre-eux qui, d'aventure, s'imagineraient que, désormais, la publicité parallèle s'empare de nous tous, et que les éditoriaux de « T.S. », seront toujours inspirés par les films présentés sur les écrans français.

En vérité, le titre de cet article s'imposait de lui-même, après lecture des déclarations de Jacques Chaban-Delmas devant le Comité central de l'UDR. Le premier ministre encourageant ses troupes, a évoqué l'impudence de ceux qui, dans l'opposition, estiment que les pouvoirs publics sont quelque peu engagés, dans la série de scandales (mais non, soyons pudiques, d'incidents) qui remplissent les colonnes des journaux, depuis voilà bientôt six mois.

Et c'est vrai, nous n'aurons pas le mauvais goût d'attribuer au seul gouvernement que préside le maire de Bordeaux, pas plus qu'à Georges Pompidou, Président actuel de la V<sup>e</sup> république, l'initiative de toutes les affaires, qui bouleversent à juste titre, un nombre non négligeable de Français, et en tout cas créent un malaise chez tous.

Gardiens — peu éclairés il est vrai — d'un système — le capitalisme — ils découvrent à leur tour, que l'appareil d'Etat est peu de chose, quand les groupes de pression, les grandes entreprises, les firme de taille internationale s'organisent.

Mais le découvrent-ils réellement ?

## Excusez-nous : nous serons impudents

Une lecture attentive des deux rapports consacrés à l'ORTF par le Sénat et l'Assemblée nationale, montre, en effet, une extraordinaire imbrication, non seulement entre entreprises d'Etat aux objectifs divers, et contrôlables à chaque instant par le gouvernement (Agence Havas et ORTF), mais aussi entre les hommes proches des allées du pouvoir, ou des composantes politiques de la majorité.

Toutes les deux pages du rapport Dilligent rédigé au nom de la commission sénatoriale, apparaît le titre « Havas Relations Publiques », qui était jusqu'à il y a quelques jours une filiale de Havas Conseil, dirigée par Christian Chavanon, ancien directeur de l'ORTF, et ami personnel et du premier ministre et du Président de la République. Ceci a été souligné par toute la presse. Mais pourquoi ne pas écrire dans la même foulée qu'une autre agence

paraît avoir employé les mêmes procédés et bénéficié des mêmes facilités : il s'agit de l'agence de publicité Dupuy-Compton. Comme par hasard, celle-ci a mené toutes les campagnes électorales de Giscard d'Estaing (qu'elles soient d'ordre national ou local), les campagnes de promotion du centre rénové de Bordeaux, ainsi que celles concernant le quartier Nord de la même ville, dont la création pose plus d'un problème.

Depuis des mois, dans chacune des affaires scandaleuses qui éclatent comme des grenades, des personnalités liées de très près à la majorité, sont l'élément moteur, déterminant de l'affaire délictueuse en cause.

Alors, où est l'impudence ? Dans la dénonciation de ces faits, ou dans la poursuite de leur pratique. Telle est en fait la question.

## Comment se dépiéger

A priori, ou pouvait penser que comme en d'autres temps, un cer-

tain nombre de personnes pourraient être sanctionnées. Juste ou injuste, la sanction aurait frappé l'opinion. Plus tard, beaucoup plus tard, on aurait pu régler d'autres comptes. A l'abri. Dans le secret des cabinets.

Aujourd'hui cela ne paraît pas possible. Tout simplement parce que au jeu du « je te tiens tu me tiens par la barbichette » a succédé le jeu plus significatif et nettement moins enfantin du « je te tiens, tu me tiens ».

Dès lors, il devient indispensable de noyer le poisson de deux manières : en théorisant sur les « solutions » à apporter, en nommant des hommes aux postes clefs, pour étouffer les affaires en cours, et empêcher que la vérité éclate dans toute sa dimension.

La première partie du dispositif, qui paraît se dessiner, est de faire porter à l'ORTF le fardeau de tout ce qui vient de se dérouler.

Pas au niveau des autorités compromises. Non. Au niveau des structures. Et d'ouvrir le chemin à

une transformation de l'Office, qui pour devenir « une affaire industrielle et commerciale » devrait éclater en plusieurs unités indépendantes les unes des autres, ayant chacune pouvoir de traiter avec d'autres partenaires. Du secteur privé bien entendu.

Peu importe le nom de ces unités, et les barrières qu'on leur imposerait en apparence. La vérité c'est qu'en attaquant l'Office et son administration (monstrueuse il est vrai), on ne tend plus à préserver un organisme qui devrait être au service de la nation, on le parcellise pour le rendre plus vulnérable.

## Faire éclater l'office

**On cherche à prendre les mesures pratiques qui permettront la création d'une prochaine chaîne de télévision privée. Pour vérifier une affirmation qui peut paraître impudente, il suffit d'écouter tous ces jours derniers, les radios périphériques.**

Dans le même temps, des dispositions pratiques ont été prises, pour que tout le marché de l'audio-visuel soit contrôlé par un groupe privé, Hachette, dont l'accord exclusif avec l'ORTF, permet de dire que dans les mois à venir, un instrument fondamental d'information et de culture, sera aux mains non seulement d'un groupe, mais du parti au pouvoir.

Comment expliquer autrement la nomination de Jean Meo, à la direction générale du groupe Franpar. On connaissait la fidélité de Pierre Lazareff aux consignes de l'Elysée. Personne — et en tout cas pas moi — ne pouvait ignorer sa personnalité journalistique. Maintenant on se méfie. Plus de marge de liberté de quelque sorte qu'elle soit. Aussi nomme-t-on un technocrate dit neutre, mais fidèle, à cette direction. Les compétences si besoin est, viendront en marchant. On utilise bien les « compétences ministérielles ». Comme le dit le rapport Dilligent, évoquant le cas d'un journaliste qui avait fait échouer une affaire de publicité déguisée à l'ORTF : « Si ce dernier avait cédé, eut-il été vraiment coupable, pris dans ce système de pressions et d'influences, pour lesquelles on n'hésite pas à faire jouer la présence rassurante des Ministres ou Secrétaires d'Etat, dans les cocktails ou les émissions ? »

Présence « rassurante » ? Il va falloir regarder de plus près. Impudemment. Mais non, je me trompe. Jean Yanne a raison : Tout le monde il est beau. Tout le monde il est gentil.



Méfiez-vous des impudents (photo AFP).

# QUAND LA DEMOCRATIE AVANÇAIT

FRANÇOIS BROUSSE

Il y a vingt-cinq ans, le 5 mai 1947, le Parti communiste français était écarté du gouvernement auquel il participait avec la S.F.I.O. et le M.R.P. La masse des travailleurs français n'a pas été commémorer ce triste événement en allant se recueillir sur la tombe de Maurice Thorez, et cet anniversaire n'a guère retenu l'attention des milieux politiques bourgeois et des révolutionnaires. Mais les dirigeants communistes, eux, ne l'ont pas oublié. La publicité faite, depuis sa parution récente, au petit livre de François Billoux, « Quand nous étions ministres », la place prise par cet ouvrage et les thèmes qu'il développe dans la campagne générale de propagande menée par le P.C.F. autour de son Programme de gouvernement, tout cela montre l'importance qu'accordent les dirigeants communistes à cette période de l'immédiate après-guerre.

## Le temps ne change rien à l'affaire

Leur souci de s'y référer semble d'ailleurs très normal à qui se donne la peine d'étudier leur pratique gouvernementale et de la comparer à leur programme actuel. La confrontation du livre de Billoux et de la brochure « Changer de cap » est très éclairante : elle permet de démontrer que l'objectif des communistes, une fois arrivés au pouvoir, est de reprendre leur politique des années 44-47 et de la développer sans y ajouter grand chose de nouveau.

Au catalogue, minutieusement établi par François Billoux, des mesures prises par les communistes pendant leur participation au pouvoir, correspond le catalogue non moins minutieux des mesures qu'ils prendront si, avec leurs alliés, ils remportent la victoire aux prochaines élections. A vingt-cinq ans de distance, on retrouve les mêmes projets de réforme, la même conception étatiste de la marche vers une France « démocratique », puis socialiste, par les nationalisations et la planification centralisée.

## Les bonnes recettes de Tonton Maurice

Il ne s'agit pas ici de nier le bénéfice que la classe ouvrière a pu retirer des mesures sociales adoptées après la Libération, ni d'affirmer que l'abolition partielle de la propriété privée des moyens de production ne représente pas un progrès par rapport aux formes classiques du capitalisme. Mais il est indispensable d'affirmer que la nationalisation d'entreprises privées représente en elle-même un pas fait en avant vers le capitalis-

me d'Etat, et non vers le socialisme. La distinction entre ces deux régimes semble échapper aux dirigeants du P.C.F. : pour eux, convaincus qu'ils sont de « représenter » la classe ouvrière française, c'est par l'étatisation complète de l'économie, dans le cadre d'un Etat qu'ils dirigeront, et qui sera de ce fait devenu un Etat prolétarien, que le socialisme sera construit. Aussi, pas plus aujourd'hui qu'il y a vingt-cinq ans, ils ne peuvent admettre le principe marxiste à partir duquel le socialisme pourra être construit : celui de l'autogestion des moyens de production socialisés, c'est-à-

dire de la gestion de leurs propres affaires par les travailleurs associés. De ce refus, leur attitude passée témoigne : Billoux parle de « la grande épopée de la production », de « la bataille des nationalisations » ; il consacre des pages vibrantes à la variation des efforts faits par les ministres communistes pour reconstruire le potentiel économique de la France. Il donne d'abondants extraits des odieux discours de Maurice Thorez aux mineurs du Nord, véritables modèles de paternalisme autoritaire. Mais on chercherait en vain dans son livre l'expression de la préoccupation des dirigeants communistes de l'époque à instaurer un début de contrôle ouvrier sur la production, les cadences, les conditions de travail. Le contrôle sur l'économie, l'amélioration de la condition ouvrière, tout vient d'en haut, tout vient des « authentiques représentants du prolétariat » installés au pouvoir. On s'occupe du sort de la classe ouvrière, mais surtout, qu'elle ne commence pas à vouloir s'en occuper elle-même !

## Productivisme et chauvinisme : les deux mamelles de la patrie

Les récents débats sur l'Europe ont permis de retrouver, tels qu'en eux-mêmes l'éternité les change, certains des grands thèmes développés hier et aujourd'hui par le P.C.F. La publication du rapport Mansholt a permis aux députés communistes et à Georges Marchais d'entonner une grande ode au productivisme rappelant celles de feu Maurice. A l'occasion de la campagne référendaire, les Français ont pu respirer, grâce aux interventions communistes, une saine odeur de chauvinisme, celle-là même qui émane de certaines pages de l'ouvrage de François Billoux.



François Billoux (globe photo).

## suite de la page 4

Des observateurs politiques bourgeois se sont depuis longtemps penchés sur la conversion du PCF au patriotisme : ils y ont souvent vu le signe de la réconciliation du PCF avec la nation française, dont il avait longtemps été exclu. La réalité est plus simple que ces élucubrations psychologiques ne tendent à le faire croire. Dès avant la dernière guerre mondiale, le P.C.F. a compris la nécessité d'élargir sa base sociale en s'implantant dans les couches sociales dont le déclin était précipité par l'évolution du capitalisme. Ces milieux petits-bourgeois (paysans pauvres et moyens, artisans, petits commerçants), étaient depuis toujours le terrain d'élection du patriotisme.

Il a fallu que le PCF endosse des oripeaux patriotiques pour qu'il puisse se les concilier, ce qu'il ne pouvait réussir en se contentant de tabler sur leur mécontentement. Avant 1939, le mouvement du PCF en direction de ces couches avait un but précis et immédiat : éviter qu'elles ne tombent sous l'influence du fascisme. Mais le caractère électoraliste de plus en plus marqué de la stratégie du PCF a rendu permanent son intérêt pour ces milieux, qui composent une partie appréciable de son électorat — et une partie qui n'est pas la moins stable.

### Une méthode contre-révolutionnaire : conquérir l'Etat

L'électoralisme de plus en plus avoué du PCF a été dûment constaté depuis longtemps par les révo-

lutionnaires. Mais il est nécessaire de ne pas se limiter à cette constatation et de déterminer l'époque à laquelle ce revirement stratégique a eu lieu, et les perspectives politiques qu'il offre au PCF. On peut penser qu'en juin 1936, le refus non pas de reconnaître la situation comme révolutionnaire, mais d'exploiter les potentialités révolutionnaires d'un gigantesque mouvement de masse, a été le premier signe d'une évolution que sanctionneront l'attitude du PCF en 1944-45 et la déclaration de Thorez au « Times » (novembre 1946) dans laquelle il déclarait qu'« on peut envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes », étant donné « les progrès de la démocratie à travers le monde ». Il semble depuis lors acquis pour les dirigeants du PCF que la conquête du pouvoir ne peut plus se faire en France que par la voie électorale. L'idée n'est pas neuve : Karl Marx

l'évoquait il y a cent ans, dans une déclaration abondamment reprise depuis par les réformistes « marxistes ». Mais pour Marx et Engels la conquête de l'Etat bourgeois, si elle pouvait dans certaines circonstances être pacifique, ne devait pas moins s'accompagner de sa destruction et de son remplacement par un demi-Etat, un Etat prolétarien dont ils esquissèrent les formes en s'inspirant de la Commune de Paris. Les dirigeants du PCF font ce qu'ils peuvent pour que cette face de la pensée marxiste reste cachée. Leur modèle n'est pas la Commune de Paris, mais l'Etat soviétique. Car le PCF, comme tout appareil bureaucratique, aspire à conquérir l'Etat, non pas pour le briser et laisser les travailleurs s'auto-organiser, mais bien pour s'y installer, pour s'en emparer et lui faire jouer le rôle qui est le sien en Union Soviétique : celui d'instrument de domination d'une caste bureaucratique.

## Notes de lecture

Maspero vient de publier une deuxième édition des « Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme » de Paul Sweezy et Charles Bettelheim. Cet ouvrage mérite d'être lu. Il instruit économiquement sur la manière d'envisager la transition au socialisme qui est celle d'un large secteur de l'extrême-gauche.

Engagé à partir d'un article écrit par Sweezy après l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, le débat porte sur les caractéristiques des sociétés socialistes ou qui se prétendent telles, leurs dégénérescences réelles et possibles et les moyens de combattre celles-ci.

Du dialogue poursuivi par nos deux épistoliers, et sans entrer dans son détail, on peut retenir qu'ils tombent d'accord pour considérer que la tâche historique du prolétariat au pouvoir est d'éliminer les rapports marchands. Mais qu'est-ce que le prolétariat au pouvoir se demande Sweezy après avoir constaté que, sauf pendant un court laps de temps en Russie, il n'y a jamais eu de prolétariat au sens marxiste du terme au pouvoir quelque part. C'est, répond-il, pour les pays sous-développés (les pays développés ne l'intéressent apparemment pas), un « prolétariat de remplacement », forgé dans les épreuves d'une guerre révolutionnaire prolongée. Doté d'une « direction sachant où elle va et résolue à éviter la répétition de l'expérience soviétique » ce « prolétariat de remplacement » peut fournir une base pour une authentique lutte de masse contre la dégénérescence bureaucratique. « C'est ce qui est arrivé en Chine très récemment et notamment pendant la période de la Grande Révolution culturelle prolétarienne. » C'est ce qu'il fallait prouver.

### Une étourdissante valse de mots

Il va sans dire que Bettelheim n'a rien contre cette ingénieuse conception. Bien au contraire. Sa dernière lettre développe une étourdissante valse de mots et de concepts pour démontrer que l'adjectif « prolétarien » ap-

pliqué au pouvoir, à l'Etat, au parti, à la révolution, à l'idéologie, à l'idéologie surtout, se passe aisément, ou presque, du prolétariat lui-même. Grâce à l'idéologie prolétarienne, le prolétariat ou ce qui en tient lieu en arrive à se manifester quasi miraculeusement. N'y a-t-il pas quelque chose de mystique dans une phrase comme celle-ci : « C'est à travers une telle lutte que le prolétariat se transforme lui-même en s'unifiant grâce à sa propre idéologie, en rejetant de plus en plus l'idéologie étrangère qui pèse sur lui et en dominant de plus en plus les forces matérielles et sociales, en transformant la nature des forces productives grâce à la vérité de son idéologie, cette vérité qui en fait la puissance à partir du moment où elle s'empare des masses » p. 87.

Au-delà de l'ébahissement que provoquent certaines formules de ce genre auprès de lecteurs non touchés par la grâce maoïste, on peut noter quelques observations sur ce que disent ou ne disent pas Sweezy et Bettelheim, ce dernier menant le jeu et faisant la leçon à un interlocuteur constamment sur la retraite.

Pour Bettelheim, le point de départ du processus de ce qu'il appelle la restauration du capitalisme en URSS et l'occupation du pouvoir par une bourgeoisie d'Etat est le XX<sup>e</sup> congrès, ce qui signifie que le prolétariat était au pouvoir pendant l'ère stalinienne. Une telle affirmation fait douter de la solidité des arguments qui l'étayent, aussi rigoureux puissent-ils paraître au plan des concepts.

Sweezy et Bettelheim ignorent, quoi qu'ils en disent, les conditions concrètes qui différencient les diverses sociétés socialistes ou appelées telles. Vouloir tirer un enseignement universel des thèses du parti communiste chinois est une aberration. On peut d'ailleurs se poser la question de leur adéquation à la société chinoise elle-même. Bettelheim ne doute pas par exemple qu'en Chine le parti soit sous le contrôle des masses. Il l'a constaté lui-même. Pourtant, qui a vu le reportage sur la Chine réalisé par la télévision yougoslave (sujet à caution bien sûr puisque révisionniste) n'a pas manqué d'être frappé par la

séquence où le prolétaire répondait aux questions qu'on lui posait sous le regard et avec l'aide du représentant du parti. Il paraissait évident que le contrôle n'allait pas dans le sens indiqué par Bettelheim.

### Subjectivisme, volontarisme, idéisme...

Il est à se demander si Bettelheim et Sweezy ne se trompent pas du tout au tout quand ils prennent pour principales cibles de leurs attaques les Yougoslaves et les théoriciens de l'Europe de l'Est qui préconisent le recours aux mécanismes du marché. La réévaluation du rôle du marché ne serait-elle pas tout bonnement la reconnaissance d'une situation objective qui interdit l'établissement de rapports socialistes avancés ? L'hostilité des dirigeants soviétiques aux réformes de type « libéral » n'indique-t-elle pas qu'elles signifieraient à terme la désintégration du système bureaucratique qu'ils représentent et la possibilité pour les forces progressistes-classe ouvrière et intellectuels — de reconstruire une société capable de reprendre la marche vers le socialisme ?

Le fond de l'erreur que commettent Bettelheim et Sweezy réside sans doute dans leur conception des rapports qui unissent dans une société donnée la structure à la superstructure. A accorder comme ils le font la prééminence à la lutte idéologique, ils tombent dans un subjectivisme, un volontarisme, un idéisme qui, à la limite, permettent l'édification du socialisme par n'importe quel groupe social, à partir de n'importe quel niveau des forces productives. Qu'après tout, ils aient raison, qui sait ? Mais que cela soit du marxisme, il y a de quoi rêver.

M. L. ■

**Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme.** Bettelheim et Sweezy. Maspero 5,90 F. En vente à « TS ».

## QUAND LES BOITES A VITESSE DÉBRAYENT

OCTOBRE 1971.

Débrayages quotidiens de 45 minutes ; réduction de la production de 50 %. Objectifs : soutenir un cahier de revendications demandant :  
— augmentation de 5 % des salaires,  
— réduction de 30 minutes du temps de travail hebdomadaire,  
— octroi d'une prime de transport, ou organisation d'un transport collectif,  
— attribution de 10 heures d'information par an,  
— amélioration des conditions de travail, etc.

21-27 MARS 1972.

Trente régleurs se mettent en grève pour protester contre la mise à pied frappant l'un d'eux.

10 AVRIL 1972.

Grève illimitée du personnel dit « improductif » ou « indirect » (droguistes, contrôleurs, laveurs, cavistes, électriciens, magasiniers entretien, affûteurs, jardiniers, réceptionnistes).

17 AVRIL 1972.

La grève s'étend à tout le personnel horaire (250 sur les 335 que compte l'établissement).

26 AVRIL 1972.

La direction fait appel aux C.R.S. Ceux-ci, casqués et armés, font sortir de l'usine « sous leur protection » les boîtes de vitesses... Les travailleurs des bennes Marrel (usine située face à celle de Berliet) débrayent en signe de protestation. A Berliet-Vénissieux, l'arrivée des C.R.S. est annoncée par les syndicalistes par voie d'affiches, un peu partout dans l'usine...

Pour comprendre ce qui se passe à l'usine de Berliet-Bouthéon, il faut se souvenir de ce qui a précédé l'installation d'usines nouvelles dans notre région, et en particulier dans la zone industrielle de la région stéphanoise à Andrézieux-Bouthéon.

— Fermeture progressive des houillères.

— Stagnation de l'industrie stéphanoise marquée par quatre caractéristiques essentielles :

— la sous-traitance pour des industries situées hors du bassin stéphanois (en cas de crise, les industries sous-traitantes subissent les répercussions les plus dures) ;

— le fait que les plus grandes entreprises de la région ont ailleurs leur « tête » — Creusot-Loire en est le cas le plus connu ;

— la persistance de petites entreprises (cycle-rubannerie) qui ont été incapables (les investissements étant trop souvent négligés par un patronat plus soucieux de profit à court terme) de se reconverter ;

— salaires de 15 % inférieurs à la moyenne nationale.

On se souviendra donc de deux choses :

— que le patronat local a la plus grande peur de voir s'installer des usines payant de hauts salaires et capables, par leur concurrence, de démolir les industries locales alors qu'il a été incapable de faire les efforts d'investissement et d'imagination nécessaires. Qu'il y aura donc encouragement de tout ce qui compte comme pouvoir dans ce département (conseil général, municipalité, chambres patronales et notables divers) à une politique d'implantation modérée et à une politique sociale des nouveaux venus qui ne tranche pas trop sur les habitudes acquises. On comprend que les trusts du genre Berliet ont vite saisi l'intérêt de telles opérations ;

— intérêt substantiel et immédiat, de plus, puisque les subventions affluent quand la situation est devenue catastrophique.

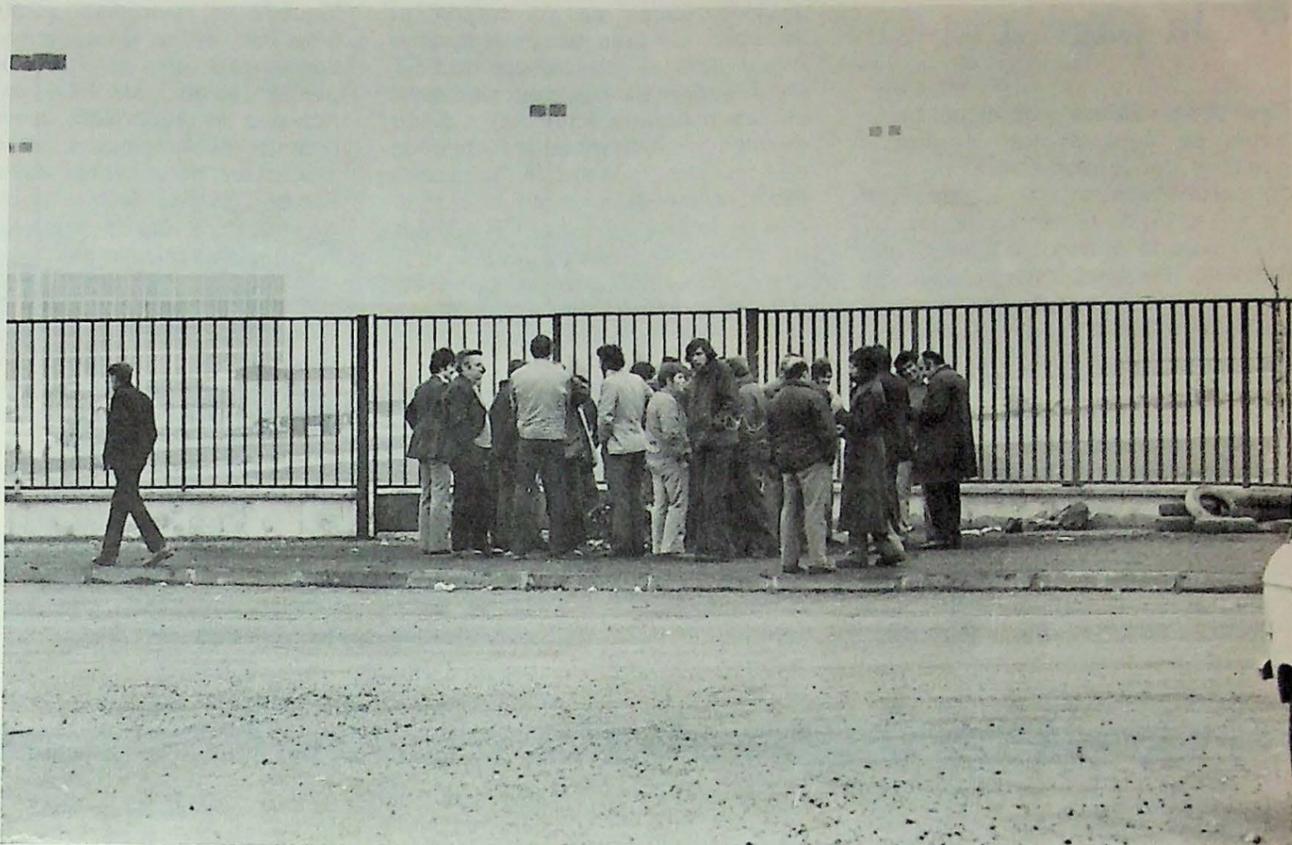
Pour sa seule part, Berliet a touché du FIAT (Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire) 3.640.000 francs pour l'achat à prix réduit de 32

hectares de terrains nécessaires à son implantation à Bouthéon.

Par ailleurs, le conseil des ministres de la Communauté économique a approuvé un prêt de 30 millions de dollars financé par la CECA, Communauté européenne du charbon et de l'acier pour les investissements.

De plus, Berliet touche 800 francs de l'Etat pour chaque ouvrier embauché pour faire de la prétendue « formation » qui ne correspond qu'à quelques jours d'adaptation aux machines.

**Connivence entre petits et grands patrons, arrangements pour profiter des ressources publiques, espoir de trouver une main d'œuvre corveable à merci, voilà la toile de fond de l'établissement d'une unité de Berliet à Andrézieux-Bouthéon. La suite était prévisible.**



Le piquet de grève (photo Roger Luc)



Les idées nouvelles ont fait leur chemin (photo Roger Luc).

### Un « laboratoire d'exploitation »

C'est le terme employé dans un tract CGT-CFDT, et il dit bien ce qu'est la réalité de cette belle usine neuve, où l'on promène, à l'occasion, les personnalités et les journalistes.

D'abord la zone interdite : les grilles et un « no man's land » de plusieurs centaines de mètres, qui isolent les bâtiments de l'extérieur — et puis les cadences de travail : la direction a institué un mode de rémunération qui, tout en payant les travailleurs OS à l'heure, leur fait effectuer un nombre de pièces de plus en plus grand.

A l'intérieur, c'est aussi le régime des petits chefs. La CFDT écrit dans un tract du 20 avril : « La hiérarchie (maîtrises, cadres, etc.) est formée plus pour encadrer militairement les travailleurs que pour avoir capacité à

conseiller dans le travail. Les critères de bon comportement de cette hiérarchie sont basés sur l'autoritarisme bête et méchant et la capacité à faire peser sur les ouvriers les menaces de sanctions (déclassement, mutations, mise à pied, etc.). Or, a bien vu, à propos du conflit en cours, le rôle de serviteurs sans scrupules que la direction faisait jouer aux cadres : pour que le patron ait son « incident » à monter en épingle, alors que l'action du piquet de grève se fait dans la plus grande discipline et le sens de responsabilité, des agents de maîtrise ont accepté de jouer une guignolade : simulation d'agression, appel d'ambulance, etc. Cela peut toujours servir !

Et qui travaille à Berliet ? L'usine devait permettre d'attirer les mineurs reconvertis : un seul y travaille. C'est Monsieur Gardent, directeur des Charbonnages de France, qui mettait en

doute lui-même, le 12 septembre 1971, à la radio, l'intérêt de l'usine pour la reconversion (alors qu'elle a reçu des crédits pour cela), en disant à Paul Berliet : « Etes-vous sûr que le niveau de vos salaires est suffisamment attractif ? ».

Par contre, on s'est dit chez Berliet, que les jeunes ruraux de la région cherchaient du travail, et qu'ils ne seraient pas exigeants. La direction a beau jeu alors de proclamer que les salaires perçus sont supérieurs à ceux que touchaient les travailleurs auparavant ! On le sait, l'agriculture locale ne paie pas ! Elle profite plus aux spéculateurs immobiliers, et à ceux qui ne craindraient pas d'évacuer plusieurs paysans du coin, pour que les « cadres » de Saint-Etienne puissent trouver un golf à Saint-Galmier-Veauché, afin de se reposer des fatigues de leurs tâches de haute responsabilité...

Laboratoire d'exploitation, oui. On essaie, sur une population qui n'a pas encore vu de près ce qu'est la situation industrielle, les pires méthodes : semaines sans fin, maintien au statut d'OS, pas de transport, même si vous devez faire plusieurs dizaines de kilomètres pour aller au travail, barèmes de salaire introuvables : impossible de faire des comparaisons.

L'ennui pour Berliet, c'est que, même si les travailleurs n'étaient pas des habitués, ils ont vite compris, et ce qui se passe dans ce conflit ne peut que leur faire mieux voir encore le visage de l'adversaire.

## Face à la grève, les grosses ficelles de la direction

Tout a été cherché :

— La provocation par des larbins du patron et la mise en scène d'agression dont nous parlions plus haut : là, ce sont les cadres maison que l'on a fait jouer.

— L'intervention de « syndicalistes » CFT extérieurs à l'usine et venant prendre en main la négociation !

— Le chantage auprès des travailleurs

des autres unités de Berliet, en particulier à Vénissieux, Saint-Priest (Rhône) et Bourg-en-Bresse. Chantage au chômage si les boîtes de vitesses d'Andrézieux-Bouthéon ne sortaient pas et incitation à prendre parti contre les travailleurs de Berliet-Bouthéon.

Cela n'a pas tellement marché : la CFDT a réuni une AG des travailleurs du trust Berliet, qui a dénoncé ces pratiques et affirmé sa solidarité avec les grévistes. La CGT a distribué un tract allant dans le même sens.

Le 26 avril, les CRS ont été appelés par la direction pour faire sortir les boîtes de vitesses bloquées dans l'usine par les grévistes. Avec tout l'arsenal, casques et armes à l'appui...

Là encore, choc en retour : les ouvriers des bennes Marrel (dont l'usine fait face à Berliet) ont débrayé à la vue de ce qui se passait ; et, comme la coordination avec les travailleurs des autres unités Berliet est bonne, un quart d'heure après l'opération, l'usine de Vénissieux était couverte d'affiches annonçant le « coup de force » de la direction. On peut penser que ce ne sera pas sans conséquence.

— Enfin, appel à la grande solidarité patronale par-dessus les frontières : une entreprise allemande ZF serait prête à aider son confrère en difficulté et fournirait des boîtes de vitesses. Quand on vous disait que l'Europe des patrons n'est pas celle des travailleurs ! Sans doute l'opération coûtera-t-elle plus cher à Berliet que la satisfaction des revendications (finalement modestes) des travailleurs de Bouthéon.

**Mais c'est autre chose qui est en jeu avec l'échec ou la réussite de cette grève : un coup porté à la surexploitation des populations rurales et des régions peu développées.**

Là comme au Joint Français, il s'agit de briser une nouvelle forme de lutte qui effraie, parce qu'elle vient justement de ces gens que l'on espérait bien tranquilles et dont on pensait pouvoir tirer beaucoup de profits, puisqu'aucune autre issue que l'embauche

dans ces usines nouvellement implantées ne leur était offerte.

## Les travailleurs ont dit : « non »

Comme à Socober, comme au Joint Français, ils mettent un frein au désir de profit patronal, au mépris dont font preuve les petits chefs et la maîtrise, ils disent, là encore : « La volonté des travailleurs à être autre chose que des pions qu'on déplace et qui n'ont rien à dire » (tract CGT-CFDT).

Et les décisions de grève ont été prises en commun. Depuis le début du conflit, ce sont les travailleurs eux-mêmes (avec l'appui des sections syndicales) qui décident des étapes, refusent ou acceptent les négociations, **en somme gèrent eux-mêmes leur grève.** Action assez exemplaire, et qui a été comprise de la population locale ; celle-ci a manifesté sa solidarité : les agriculteurs distribuent légumes, volailles et produits laitiers, les commerçants ont versé largement aux collectes et ouvert des crédits, des municipalités ont accepté la gratuité des cantines aux enfants des grévistes.

Les zones industrielles à l'écart des villes, outre le prix du terrain, étaient voulues aussi pour éviter les concentrations ouvrières. Le conflit d'Andrézieux-Bouthéon montre que des travailleurs peuvent tourner à leur profit cette « séparation » de la population urbaine, par des contacts plus étroits avec les habitants des petites villes et des villages.

Il y aussi la solidarité des travailleurs des autres « boîtes » implantées sur la zone (voir l'attitude des ouvriers des bennes Marrel à l'arrivée des CRS).

Un comité de soutien s'est formé qui appelle la population de la région à la solidarité par des distributions de tracts et des quêtes sur la voie publique.

Enfin, ce conflit montre, plus que tout autre, quel nouveau visage de la coordination des luttes s'impose en face de l'industrie des trusts. Pour beaucoup « coordonner les luttes », cela signifie, dans un esprit centralisateur et

bureaucratique, les diriger d'en haut (en France, de Paris) en décidant, par exemple, de mots d'ordre d'arrêts de travail nationaux forcément limités dans le temps, et sur des plates-formes générales pour qu'elles puissent convenir à tous.

Ce que semble montrer des conflits comme ceux d'Evian, le Joint Français ou Berliet, c'est que l'action ne démarre vraiment et ne se durcit que si les travailleurs, dans une ou quelques unités de base, se sentent concernés par une situation, des salaires ou des conditions de travail insupportables. Ce qui ne veut pas dire que toute coordination devient inutile et qu'il faut laisser se produire spontanément de multiples points de luttes dispersés. La coordination s'impose bien (et pour cela le réseau syndical est toujours aussi précieux) mais surtout à partir des luttes elles-mêmes, pour les renforcer, les amplifier, garantir un succès. Ainsi, dans le cas Berliet, la coordination, à partir d'Andrézieux-Bouthéon, a permis d'apporter l'appui des autres usines du trust. Si les efforts de liaison sont suffisants, elle pourrait, au-dessus des frontières, comme c'est le cas pour les patrons, mais comme l'a aussi démontré l'action commune des travailleurs d'Europe du trust Philips, permettre de demander aux travailleurs de ZF, appelés à la rescousse pour le patronat de Berliet, de refuser de « casser l'action » entreprise ici.

En tout cas, quelle que soit son issue, la lutte des travailleurs de Berliet doit être étudiée et soutenue par tous ceux qui pensent qu'une transformation du régime dans lequel nous vivons ne se trouve pas seulement dans un renversement de la majorité parlementaire, mais dans une transformation révolutionnaire du système de profit dans lequel nous vivons, à partir des luttes menées par les travailleurs contre l'exploitation patronale. Quand les travailleurs prennent l'initiative, par une grève comme celle de Berliet, de bloquer la machine économique, ils prouvent qu'ils ont, eux aussi, un certain pouvoir et que ce pouvoir-là pourrait bien faire, un jour, trembler celui de l'argent.

# QUATRIEME MOIS DE GREVE A BESANCON

A Besançon, les travailleuses du préventorium de Brégille en sont à leur quatrième mois de grève avec occupation des locaux. Les grands moyens d'information font le silence autour d'un conflit social à bien des égards exemplaire, par le soutien populaire qu'il suscite au niveau local et régional, par les formes de lutte qu'il s'est données, par la mise en cause de la politique de la santé pratiquée par le régime.

## Les origines du conflit

Dès 1966, à l'annonce d'une baisse du recrutement des enfants, le personnel du préventorium demandait que soit envisagée la reconversion de l'établissement (la tuberculose est en régression).

Pendant les cinq années qui suivirent, le personnel s'adressa à toutes les autorités concernées pour que cette reconversion soit prévue : aucune réponse !

Et brusquement — en novembre 1971 — la direction annonce unilatéralement la reconversion — non pas en maison d'enfants — mais en centre pour adultes.

En décidant d'installer un centre pour adultes recevant des convalescents de l'hôpital de Besançon, la direction vise deux objectifs :

— **Rentabiliser l'établissement** : en ouvrant un centre de soins dépendant de l'hôpital public, donc ne posant pas de problème d'agrément par la Sécurité sociale et bénéficiant d'un prix de journée plus élevé qu'un établissement pour enfants, tout en utilisant les équipements de l'hôpital.

— **Licencier une partie du personnel** devenue « inutile » dans une maison pour adultes (pas besoin de jardinières d'enfants, ni de puéricultrices) et **déclasser le reste du personnel.** Comme par hasard, parmi les licenciées fi-

gurent quelques-unes des militantes syndicales les plus actives. (Seule la CFDT est implantée dans l'établissement.)

**Il s'agit donc à la fois d'une opération de rentabilisation et de répression antisyndicale.**

## La santé, ça profite

Dès le départ, la lutte est axée sur le maintien de la vocation de maison d'enfants du préventorium. Non pas seulement pour maintenir l'emploi sans déclassement du personnel, mais parce qu'avant tout, la **reconversion en maison d'enfants à caractère sanitaire répond aux besoins chiffrés de la région.**

Mais le refus de la direction (contrôlée par le patronat local), comme de la direction de l'action sanitaire et sociale (D.A.S.S.) s'inscrit dans un contexte général de **privatisation de la santé**, dans le cadre de la réforme hospitalière du ministre Boulin.

En effet, reconverter le préventorium comme l'envisage la direction, c'est rentabiliser l'établissement, tout en décongestionnant l'hôpital de Besançon surpeuplé : la construction d'un centre hospitalier régional à Besançon (déjà prévue au V<sup>e</sup> Plan et promesse électorale du député U.D.R.) est remise aux calendes. D'ailleurs, d'autres établissements privés passent déjà des contrats avec l'hôpital. La réforme hospitalière prévoit, non seulement que ces établissements privés pourront utiliser le matériel de l'hôpital public, mais encore qu'ils bénéficieront en plus d'un véritable monopole ; le service public s'engageant à ne pas créer d'établissement concurrent pendant toute la durée du contrat !

Quand on sait que le président de l'association qui gère le préventorium de Brégille, n'est autre que le PDG

de la CEDIS (Mammouth, Suma, Magedco, sur la Bourgogne et la Franche-Comté) et le représentant local du CNPF, on comprend la signification que prend la lutte des travailleuses du préventorium.

## Une lutte populaire

Significative dans ses objectifs, la lutte ne l'est pas moins dans la façon dont elle est menée.

Le 28 janvier dernier, dès que la direction veut entreprendre les travaux pour la reconversion, les travailleuses du préventorium se mettent en grève et occupent les locaux pour empêcher l'aménagement.

Depuis le déclenchement de la grève, l'accent prioritaire est mis sur la sensibilisation de l'opinion et sur la popularisation de l'action : une assemblée ouverte à tous où chacun peut présenter son opinion, faire des propositions, a lieu chaque soir au préventorium ; une assemblée des grévistes prend chaque matin les décisions sur les propositions avancées la veille au soir.

Dès les premiers jours, un comité de soutien s'est constitué. Il est animé par les militants du PSU, de la LC, de LO, du MARC, de la JEC, du MRJC et du Secours Rouge. Le PCF et la CGT ont refusé de s'y joindre au nom de l'antigauchisme et sont absents de la lutte. Dès le 2 mars, la CGT marquait son désaccord avec la CFDT dans un communiqué qui aboutissait pratiquement à soutenir la position de la direction ; le PCF se contente de communiqués et renvoie à son programme. Quant au parti socialiste, il fait donner de temps à autre ses notables locaux sans toujours tenir compte de l'avis des grévistes ; le maire socialiste de Besançon s'en tient à une stricte neutralité pour assurer son rôle de « M.

bons offices »... Il est clair que sur le terrain, les travailleurs apprécient à leur juste valeur les perspectives que peut offrir l'union de la gauche.

Malgré ces difficultés, les grévistes, avec l'appui qu'elles reçoivent, ont réussi à sensibiliser la population locale et même régionale (des comités de soutien ont été créés dans plusieurs localités de la région). A travers l'organisation des collectes, des manifestations rassemblant à chaque fois de 1.000 à 1.500 personnes, des dizaines de milliers de tracts et de brochures, elles ont su gagner à leur cause une fraction importante de la population.

## Le débouché de la lutte

Après plus de trois mois de grève et malgré la popularité de leur lutte, le patronat local et les pouvoirs publics en la personne du préfet et de la DASS, la main dans la main, refusent de prendre en compte les revendications des grévistes. Comptant au départ sur le pourrissement de la grève, ils doivent compter avec la détermination des grévistes, des militants qui les soutiennent et l'appui de la population.

Durant le mois de mai, la lutte des travailleuses du préventorium va prendre un second souffle. A côté des actions locales et régionales qui seront mises en œuvre, il s'agit à présent de populariser la lutte au niveau national. Les militants du PSU continueront à lui apporter concrètement leur soutien.

L'important est d'abord pour les grévistes de pouvoir tenir. Quatre mois de grève nécessitent la participation financière la plus large : les fonds peuvent être envoyés à **Nicole Egermann CCP Dijon 2804-78 F avec la mention « Brégille ».**

# LA HIERARCHIE EST UNE ARME ESSENTIELLE

La prise en main directe par la finance au travers de sociétés industrielles, commerciales, de « recherche », etc., de la propriété et de la gestion des entreprises dites nationales et de l'ensemble de l'administration, élimine désormais les ambiguïtés sur la réelle indépendance de ces secteurs. La « privatisation » de toujours, relativement bien camouflée, avait permis d'abuser les travailleurs. Le voile est maintenant levé.

Des militants d'un ministère (Equipement et logement, groupe recherche sur les transports) à travers les luttes qu'ils mènent, ont essayé de poser en termes politiques la fonction de la hiérarchie dans les administrations. Nous soumettons à la réflexion de l'ensemble des militants et des travailleurs des extraits de leur analyse.

La hiérarchie prend en France des formes spécifiques dans la fonction publique. Les salariés de l'Etat sont divisés en titulaires (qui « bénéficient » du statut de la fonction publique) et non-titulaires, répartis en catégories. Les catégories de fonctionnaires sont elles-mêmes divisées en corps.

Cette division en catégories et corps est « fondée » sur les diplômes et le système des concours. Le concours passé au début de la vie active détermine une fois pour toute le corps d'appartenance, donc les fonctions auxquelles les agents peuvent accéder. Chaque corps a ses « chasses gardées », ses petits ou grands privilèges, son niveau de prestige. Il y a une hiérarchie des corps, qui détermine une division hiérarchique du travail, avec séparation des tâches de conception, d'application et d'exécution.

Au sein de chaque corps est définie une hiérarchie de grades, à laquelle correspond une hiérarchie des salaires au sein du corps. L'existence de multiples catégories aux multiples échelons régulièrement gravis donne à chaque agent, sinon des « subordonnés », du moins des « inférieurs » en grade, c'est-à-dire l'illusion de se distinguer des autres : d'où un développement de l'individualisme et une acceptation facile de rapports figés et artificiels.

L'atomisation des places des individus, ici comme en usine, est donc un frein majeur au développement de la conscience de chaque individu sur sa situation réelle et par conséquent de la conscience collective.

## Pourquoi cette hiérarchie ?

Le système des catégories, corps, examens, concours, institutionnalise la hiérarchie. Il n'en est pas la raison profonde.

Pour comprendre pourquoi il y a une hiérarchie, il faut comprendre à quoi elle sert, à quoi servent les administrations.

Les administrations sont avant tout des instruments du pouvoir politique. Dans une société capitaliste, le rôle essentiel du pouvoir politique est de maintenir la domination de la bourgeoisie dans tous les domaines, et de veiller à ce que la rentabilité du capital soit aussi grande que possible. Cela implique que l'appareil d'Etat (en particulier les administrations) n'est pas au service d'un prétendu « intérêt gé-

néral ». En effet, il n'existe pas d'« intérêt général » dans une société divisée en classes sociales aux intérêts inconciliables.

L'Etat capitaliste est un instrument de domination sur le peuple, et avant tout sur la classe ouvrière. Cet Etat est donc nécessairement séparé du peuple. Pour cela, il faut que les salariés de l'Etat (en tout premier lieu les agents subalternes, qui, en tant que couche sociale, font partie du peuple) soient astreints à une hiérarchie très stricte (obéissance, ignorance des véritables objectifs poursuivis par l'action de l'Etat). Cette organisation hiérarchique, copiée sur celle des appareils répressifs (armée, police), régit aussi les services ayant des fonctions idéologiques (écoles, universités) ou des fonctions techniques.

## Les objectifs de lutte

Enfin, si beaucoup de fonctionnaires sont issus des couches sociales populaires, le mode de recrutement et le fonctionnement de l'école font que l'administration est dirigée par les fils de la bourgeoisie.

1) Tout d'abord, les luttes anti-hiérarchiques à la base peuvent jouer un rôle important dans les administrations. Elles peuvent prendre un caractère très concret : il est possible de donner à toute lutte contre des mesures arbitraires, dégradations des conditions de travail, sanctions, etc., un caractère anti-hiérarchique.

2) Les luttes anti-hiérarchiques ont un caractère objectivement anti-capitaliste. Encore faut-il que dans les luttes, les fonctions de l'Etat soient dénoncées. Elles sont alors un point de clivage particulièrement concret entre ligne révolutionnaire et ligne réformiste. Il ne suffit pas de changer la direction de l'Etat pour en changer la nature, pour le transformer d'instrument de la bourgeoisie en instrument de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas non plus de « démocratiser » la hiérarchie administrative. Il faut briser l'armature de l'Etat bourgeois ; même les services les plus « techniques » doi-

vent être, au moins, profondément transformés. La prise du pouvoir révolutionnaire devra inaugurer de nouveaux rapports entre le peuple et les organes de pouvoir central et local de la dictature du prolétariat (conseils ouvriers, comités révolutionnaires, locaux, etc.). Dès aujourd'hui, les luttes anti-hiérarchiques doivent être associées à la remise en cause du contenu, notamment du contenu anti-populaire, du travail dans les administrations.

3) La politique du pouvoir tend actuellement à la « privatisation » de parties croissantes du secteur public : réorganisation sur le modèle des monopoles privés, rentabilisation, refus des garanties du statut de la fonction publique (recrutement de non-titulaires), passage au secteur privé, etc. Face à cette politique, les syndicats réformistes parlent de « défense du service public ».

Cette notion de « service public » sert en fait à justifier les prérogatives des fonctionnaires des hautes catégories. C'est une variante de l'idée selon laquelle l'Etat serait au service de l'« intérêt général ». D'un point de vue révolutionnaire, on ne peut que dénoncer le caractère mystificateur de cette notion.

C'est par la mobilisation des travailleurs, au nom de leurs intérêts (conditions de travail, d'emploi, statuts) ou la sensibilisation des usagers éventuels, que l'on peut combattre la politique de privatisation.

4) Les mots d'ordre de titularisation des non-titulaires, de création de nouveaux corps, entérinent la hiérarchie administrative. Il y a une recherche d'autres mots d'ordre à effectuer, tendant à l'instauration d'un statut unique pour tous les travailleurs (et en tout cas à surmonter la division entre titulaires et non-titulaires).

5) Les revendications salariales doivent avoir un caractère aussi anti-hiérarchique que possible : augmentations de salaire non hiérarchisées, publicité des rémunérations (principales et accessoires), intégration des primes dans les salaires, etc. La revendication d'augmentations uniformes est particulièrement bien comprise, même auprès de travailleurs influencés par les syndicats réformistes.

## LE LIVRE DE L'OPPRESSION DES FEMMES

**POCHE-CLUB**  
RÉVOLTE DES FEMMES

L'oppression des femmes existe, nous l'avons rencontrée. Toutes, nous l'avons ressentie à travers des expériences différentes mais, lorsqu'on est une femme bien élevée, on ne parle pas de ces choses-là.

Nous avons brisé le silence, nous avons parlé, nous nous sommes reconnues. Ces témoignages sont ceux que nous nous sommes racontés, que nous avons recueillis autour de nous, ils sont là à titre d'exemple.

La réunion de ces textes n'est qu'un début de description de ce qu'est l'oppression des femmes.

**RECEVEZ CE LIVRE CHEZ VOUS**

BON DE COMMANDE  
à retourner à Information 2000  
25, rue Clauzel, Paris-9

Veuillez m'envoyer par retour et franco de port, LE LIVRE DE L'OPPRESSION DES FEMMES (ouvrage collectif). Vous trouverez ci-joint mon règlement de 9,50 F sous forme d'un chèque à l'ordre de Information 2000.

NOM .....  
PRENOM .....  
ADRESSE .....

## Un enfant, un arbre, un cheval

A l'inauguration du salon du Cheval, par le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, Monsieur Bernard Pons, les animateurs en grève depuis 7 mois à Maisons-Laffitte, entourés de militants de la CFDT, sont intervenus pour dénoncer le ministère de l'Agriculture et le secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, qui se rendent complices de l'exploitation des apprentis jockeys en diffusant au salon du Cheval une plaquette qui organise, sous prétexte de vacances, le recrutement d'enfants de 14 ans pour les faire travailler chez les entraîneurs de Maisons-Laffitte.

● Paris, le 4 mai 1972 à 17 h.

## Fête de Lutte ouvrière

20, 21 et 22 MAI A PRESLES (VAL-D'OISE) SUR 4 HECTARES DE VERDURE : 200 stands de distractions et d'expositions sur les luttes ouvrières et l'activité de Lutte Ouvrière dans les entreprises. FORUM DE DISCUSSIONS POLITIQUES

FILMS (Le sel de la terre, Viva Zapatta, etc.).

PRESENCE FRATERNELLE du PSU, de la Ligue Communiste, de Politique-Hebdo, de Révolution, de l'ORA, de Combat Ouvrier, du POUM, d'Accion Comunista, d'International Socialism, du Socialistische Arbeiter Gruppe, etc.

SPECTACLE PERMANENT avec le Grand Magic Circus, le Théâtre du Soleil, Francesca Solleville, Los Huincas, PACO IBANEZ, CLAUDE NOUGARO, Orchestres pop et free jazz. Nourriture assurée sur place. Service spécial de cars durant trois jours. Départ : toutes les 15 minutes, de la Porte de la Chapelle du samedi matin... à la fin. DIMANCHE 21 MAI Jazz avec Claude Nougaro et ses musiciens. TRAIN SPECIAL : 14 h Gare du Nord.

## Déclaration du Bureau national

Les travailleurs du Joint Français sont en grève pour la huitième semaine consécutive. Des négociations se sont ouvertes à Paris : elles ont échoué car la solution ne peut venir d'une relance de la politique de concertation qui a été réduite à néant dans la plupart des secteurs. C'est à Saint-Brieuc, sous le contrôle des grévistes eux-mêmes, que la grève peut trouver son issue. Encore faut-il que les responsables de l'entreprise perdent le soutien du gouvernement qui est tenté, après la gifflade du référendum, de donner des garanties à sa droite et à toute la réaction.

La bataille du Joint Français prend ainsi une valeur exemplaire. Déjà les travailleurs bretons ont exprimé leur solidarité, en démasquant une politique de régionalisation qui vise avant tout à fournir une main-d'œuvre docile et à bon marché à un capitalisme à la recherche de gains faciles, d'avantages substantiels et de sécurité temporaire. Cette solidarité doit s'étendre : dans de nombreuses villes moyennes, des entreprises analogues au Joint Français exploitent durement la main-d'œuvre locale ; dans de nombreuses régions, des grandes firmes analogues à la CGE cherchent à résoudre à bon marché leurs besoins de restructuration ou de modernisation. Au-delà des revendications qui doivent recevoir satisfaction, c'est le problème du pouvoir dans l'entreprise et dans la région qui se trouve posé.

La grève de Saint-Brieuc a une valeur révolutionnaire par les enjeux qu'elle représente. C'est pourquoi le gouvernement veut son échec et c'est pourquoi nous devons tout faire pour sa victoire. Le PSU appelle les travailleurs, dans leurs entreprises et leurs régions, à intensifier leur soutien aux grévistes du Joint Français. Les militants du PSU sont présents sur le lieu de la bataille. Ils le seront ailleurs aussi pour organiser les collectes qui permettront aux grévistes de tenir, et diffuser l'information nécessaire auprès de l'opinion. Le bureau national du PSU met en garde contre les actions ultra-minoritaires qui peuvent fausser le sens du combat. Il dénonce l'attitude de la direction de la CGT qui tente de briser le mouvement par des négociations d'états-majors et d'imposer la reprise du travail avant d'avoir obtenu satisfaction. Il appelle les militants à organiser des campagnes d'explication et de soutien financier, dans les jours qui viennent, particulièrement les 6, 7 et 11 mai. Il demande aux travailleurs de répondre massivement à l'appel de leurs camarades de Saint-Brieuc : la victoire dépend de leur solidarité. Nous l'avons crié le 1<sup>er</sup> Mai : les travailleurs du Joint Français vaincront.

## Question écrite

Monsieur Michel Rocard, député, attire l'attention de Monsieur le ministre de l'Équipement et du Logement sur les problèmes posés par la ZUP de Ranguel à Toulouse.

La première tranche (Ranguel A) comporte une densité d'habitants de 500 par ha, soit plus de trois fois qu'à Sarcelles ; les terrains de jeux pour enfants représentent 100 m<sup>2</sup>, soit 1 m<sup>2</sup> pour 8 enfants, les emplacements de parkings sont au nombre de 200 pour plus de 2.000 personnes, et les espaces verts inexistantes.

La deuxième tranche (Ranguel B) apparaît d'ores et déjà comme devant présenter une situation encore plus aggravée, tant en ce qui concerne la densité de la population que l'absence d'espaces verts et d'équipements collectifs. L'ensemble de cette ZUP, par suite d'une série de dérogations successives, ayant par exemple abouti au remplacement du centre socio-culturel prévu par une station-service, se révèle donc dramatiquement sous-équipée : absence d'espaces verts, de local de réunions, de P. et T., d'aires de jeux pour les enfants, d'écoles, de dégaragements, de parkings, etc.

Or, la dernière parcelle de terrain encore nue et utilisable pour l'implantation de ces équipements doit faire l'objet de la construction de 400 nouveaux logements par le même promoteur, construction qui rendra définitivement impossible la création des espaces verts et des équipements collectifs indispensables.

Monsieur Michel Rocard demande donc à Monsieur le ministre de l'Équipement et du Logement de prendre, de toute urgence, toutes mesures nécessaires pour que soit respectée la convention de ZUP initiale et que soient implantés les espaces verts et équipements collectifs indispensables.

## Premier mai de lutte

Combien étions-nous ? Trente à quarante mille peut-être qui scandions : « Les travailleurs du Joint Français vaincront », « Les contrats ne paient pas, seule la lutte paiera », « A bas les milices patronales », etc., sur le parcours qu'a emprunté la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai des militants révolutionnaires et des travailleurs de la région parisienne. Aux fenêtres et dans la rue des milliers de Parisiens.

Beaucoup de travailleurs immigrés. Beaucoup de témoins aujourd'hui, de militants demain, qui se rendent compte qu'un nouveau mouvement révolutionnaire est en train de s'affirmer, luttés après luttés, mois après mois.

Certes, ils ont été aussi témoins que chacune des organisations révolutionnaires est apparue de façon autonome. Certes ils n'ont pas vu une manifestation unifiée derrière un cartel de leaders, de dirigeants. Pourquoi mentir aux travailleurs ? Seule, nous savons bien la vérité est révolutionnaire. Il faut donc expliquer pourquoi nous ne formons pas une seule organisation. Il faut expliquer que le mouvement révolutionnaire ne repassera pas par les sentiers erronés de certains de ses prédecesseurs qui se sont unifiés dans le sectarisme.

La voie qu'il s'est tracée depuis

le grand ébranlement de Mai 1968 est tout autre. Cette voie, c'est « l'unité à la base et dans l'action », c'est la prise en main par les travailleurs eux-mêmes de leur lutte, pour les conditions de travail, pour les salaires, pour des logements : « Occupons les usines, occupons les logements vides ».

A Renault, des militants secouant la tutelle pesante de l'appareil syndical réformiste. A Penarroya-Lyon, à Girosteel les travailleurs immigrés prennent en main la direction de la grève. Aux Nouvelles Galeries de Richemont, les travailleuses résistent aux charges des CRS. A Saint-Brieuc, c'est toute une population d'ouvriers, d'employés, de petits commerçants, de petits paysans qui découvrent la solidarité prolétarienne à travers la grève des ouvriers du « Joint Français ».

Voilà la réalité du 1<sup>er</sup> Mai de lutte des travailleurs. Une réalité qui ne serait pas complète sans sa dimension internationale de solidarité, en tout premier lieu avec la lutte héroïque des peuples d'Indochine : « FNL VAINCRA. GRP A SAIGON ».

Le chemin qui mène à l'unification de tous les révolutionnaires peut être long : qu'importe si la méthode est juste, si un nombre de plus en plus grand de travailleurs prennent également cette affaire en main.

M. C. ■

## C.G.T. : demande d'explications

On se souvient que le récent congrès de la C.G.T. avait été marqué par quelques interventions « non-conformistes ». T.S. a demandé au service de presse de la centrale syndicale de lui faire parvenir le compte rendu de l'intervention de J. Dupont, du syndicat de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques. Nous remercions nos camarades de la C.G.T. d'avoir répondu à notre demande. Voici donc ce compte rendu. Rappelons que G. Séguéy était intervenu lui-même à la tribune pour s'étonner que quelqu'un ait l'idée de s'ingérer dans les affaires intérieures tchécoslovaques.

Le camarade Dupont donne l'accord de sa Fédération sur la déclaration du Bureau Confédéral concernant le référendum. Cependant, dit-il, notre Fédération au nom de laquelle je parle, a constaté que le mouvement ouvrier avait à faire face à des difficultés qu'il serait vain de vouloir ignorer.

Se rapportant en premier lieu aux événements de la R.A.T.P., le camarade Dupont constate que les conducteurs du métro, pour la défense de leurs revendications par la grève, avaient reçu l'appui de toutes les catégories de la R.A.T.P. L'opinion publique n'était pas hostile au mouvement. La direction confédérale a déclaré que dans la mesure où les conditions politiques n'étaient pas réunies, selon elle, il était inévitable de mettre un terme au mouvement.

J'ai reçu mandat, dit-il, de demander des explications : qu'est-ce à dire que les solutions politiques ne sont pas réunies ? Nous sommes à la veille d'élections pour lesquelles nous devons mener bataille. Est-il possible de faire dépendre l'issue des combats enga-

gés de l'évolution de la situation politique dans le sens des changements que nous attendons. Est-ce que ce n'est pas au contraire le combat syndical qui modifie les conditions politiques.

Rappelant la mort du jeune Overney et après avoir condamné les pratiques de division entretenues par les groupes gauchistes et leurs insultes à l'égard de la C.G.T., le camarade Dupont indiquant que la section parisienne de son syndicat avait appelé ses adhérents à assister aux obsèques, demande des explications sur l'attitude de la direction confédérale dans cette affaire. Il ajoute qu'il est possible que la presse patronale tente d'utiliser à son profit cette intervention, elle en sera pour ses frais car c'est en discutant franchement que nous apportons une preuve de maturité dans la pratique de la démocratie syndicale.

Si nous sommes d'accord pleinement pour une solidarité puissante et active envers les travailleurs du Vietnam et d'Espagne, nous demandons à la direction confédérale d'éclairer les militants sur la situation qui se développe en Tchécoslovaquie. Tout confirme que la répression s'abat sur des centaines de milliers de militants syndicaux et de travailleurs à qui l'on semble n'avoir rien d'autre à reprocher que leurs opinions sur tel ou tel point par rapport aux dirigeants mis en place lors de l'invasion militaire. Les militants Huebl Ledeur, Skulma Bartocek, Karel Kajlan, Karel Kohnik, Richard Liansky, Pichlek, des enseignants, des journalistes, des étudiants sont emprisonnés. Les thèmes de réflexion sur le socialisme affirment « La Démocratie Socialiste garantie pleinement l'ensemble des libertés individuelles et collectives, les droits politiques et sociaux des citoyens dans le cadre du respect de la légalité socialiste ». Nous ne pouvons accepter ni silence, ni incertitude. Nous proposons qu'une délégation soit envoyée sur place pour établir les faits et les rapports aux travailleurs et au mouvement syndical. Les rapports du Bureau Confédéral doivent compléter le rapport d'orientation et d'activité qui ont semblé insuffisants à notre Syndicat.

## Une plate-forme pour les révolutionnaires

Contre la passivité, contre la confusion, Denis Berger, Jacques Kergoat, Christian Leucate et Jean-Marie Vincent viennent de publier une brochure avançant des propositions pour une plate-forme des révolutionnaires.

Ce n'est pas un document intemporel récitant des thèmes généraux valables aussi bien avant-hier qu'après-demain. Il tient compte des caractéristiques d'une période marquée par de nombreux points de fragilité dans le développement du capitalisme et par la faillite des solutions choisies par la bourgeoisie pour l'après-gaullisme. La bourgeoisie se trouve soudain à découvert, et de ce déséquilibre temporaire il faut déduire la nature de l'offensive de la classe ouvrière.

Ce n'est pas non plus un document élaboré d'un point de vue de Sirius, décernant blâmes et éloges aux courants divers du mouvement révolutionnaire. Au contraire, la brochure reconnaît que les divergences qui traversent l'extrême-gauche, et notamment celles qui séparent les marxistes révolutionnaires les plus conséquents d'avec les courants maoïstes ou spontanéistes sont d'ordre stratégique.

La perspective stratégique des rédacteurs de la brochure est clairement affirmée : il s'agit de préparer l'édification d'un authentique parti révolutionnaire qui doit permettre une intervention centrale dans la lutte de classes et reliant les luttes partielles et spontanées à la lutte pour le pouvoir des travailleurs.

Les nombreuses propositions d'action ne trouvent leur sens que reliées aux tâches politiques de l'heure. Elles visent à changer l'actuel rapport de forces dans le mouvement ouvrier pour qu'une partie décisive du prolétariat brise l'emprise réformiste. Elles préparent les conditions d'une alliance des ouvriers et des paysans, objectif général à opposer à l'union de la gauche.

Bien naturellement, il s'agit de concrétiser ces propositions. C'est sur le terrain des luttes de masse qu'elles pourront contribuer à organiser l'extrême-gauche en force autonome et cohérente, associant militants révolutionnaires et secteurs radicalisés des mouvements de masse. La proposition de front des révolutionnaires s'inscrit dans cette perspective.

Les chercheurs de gadgets et de raccourcis seront déçus. La situation du P.S.U. et du mouvement révolutionnaire ainsi que le renforcement d'une avant-garde rouge naissant au travers des luttes des travailleurs exigent bien davantage.

La question du P.S.U. est aussi abordée par la brochure : en débattre dépasse le cadre d'une note de lecture. Constatons simplement que les délais d'impression montrent que les événements vont vite...

J.-C. Vaillant ■

Denis Berger, Jacques Kergoat, Christian Leucate, Jean-Marie Vincent : « Contre la passivité, contre la confusion, une plate-forme pour les révolutionnaires. »

Edit. François Maspéro, 4 francs. En vente à la librairie de « T.S. ».

**PANTHÉON**

**French Connection**

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

- 10 F par militant pour « T.S. ».
- 1 abonné nouveau par militant.
- 1 point de vente militant par section.

Versements à « T.S. » - C.C.P. Paris 58-26-65  
avec mention « souscription T.S. »



## Le sous-développement breton

Le sous-développement est une situation générale en Bretagne, cet article part d'un dossier réalisé par des militants de la section de Brest. C'est pourquoi il est plus spécialement question de ce secteur.

### L'analyse du sous-développement

1. Les revenus moyens des ménages bretons sont égaux aux deux tiers des revenus des ménages parisiens.

2. L'évolution démographique : La très forte natalité du XIX<sup>e</sup> siècle a créé une surpopulation par rapport aux ressources, entraînant l'émigration, qui est donc un phénomène ancien. Par exemple de 1901 à 1954 on compte 720.000 émigrés, ce qui a entraîné une baisse de la population. Depuis 1945 s'amorce une stabilisation et même un léger excédent. La bourgeoisie crie victoire : « Le solde migratoire est devenu positif », en oubliant de dire qu'il s'agit d'un retour important des vieux masquant en chiffre le départ des jeunes, qui lui continue. La population active diminue. Le nombre des décès est supérieur à celui des naissances dans un tiers des cantons du Finistère.

3. Le sous-emploi : Le chômage déclaré s'accroît dans le Finistère. 5.216 en octobre 71, 5.797 en janvier 72.

A cela il faut ajouter 2.000 jeunes quittant le département tous les ans et on estime qu'à Brest environ 8.000 femmes travailleraient s'il y avait des emplois. Chez Ericsson 900 candidates pour 70 postes. Tous les ans la suppression d'emplois dans le secteur primaire (agriculture et pêche) est supérieure de 600 au nombre des emplois créés dans les secteurs secondaires et tertiaires.

En 1968, la répartition par secteurs d'activité s'établissait ainsi : primaire 32 % ; secondaire 25 % dont 11 % pour le bâtiment ; tertiaire 43 %.

4. La dépendance économique : A l'exode numérique s'ajoute l'exode de qualification. Le Finistère est un des départements les plus scolarisés. Il assure la

formation de la main-d'œuvre qualifiée des régions développées, d'où le slogan « diplôme = billet de train ».

Cet exode ne se limite pas à la France, mais s'étend à l'Europe et au Canada.

Les usines qui s'installent profitent du maximum d'avantages des « pouvoirs publics », des salaires inférieurs (voit Joint Français) mais de plus elles ne sont souvent que des boîtes d'exécution, entièrement dépendantes des directions et bureaux d'études parisiens. Il n'est pas suffisant de réclamer un nombre d'emplois, il faut exiger des unités de production complètes.

### Cette situation est le résultat d'une évolution historique

A l'époque de son rattachement à la France au XV<sup>e</sup> siècle, la Bretagne était un pays prospère, avec une petite industrie très active.

La construction du centralisme français, autour de Paris, et l'apparition de la grande industrie sont les deux causes inséparables de la situation actuelle.

Progressivement, la grande industrie s'implante sur les lieux de matières premières (les mines) ou d'échanges développés (Paris) accélérant les concentrations industrielles et humaines. Une fois amorcé, le cycle ne peut que se développer, dans la logique même du profit. La bourgeoisie locale, qui a d'abord constitué un frein à ce phénomène par son rôle économique, n'a plus aucun moyen face à la constitution des monopoles, sans compter qu'elle est politiquement complice.

Par sa forme extrêmement centraliste, l'Etat français ne peut que favoriser la répartition géographique des tâches nécessaires au capitalisme. Ne répondant pas aux critères de développement économique de la bourgeoisie, privée de l'autonomie politique qui aurait pu permettre une résistance, sinon un développement à partir de ses propres richesses, la Bretagne devient un réservoir de main-d'œuvre. Exploitation

ou choix, sur place, par l'arrivée d'usines pirates et par la transformation capitaliste de l'agriculture, ou dans les régions développées grâce à l'exode. Mais cette exploitation est inséparable de l'oppression culturelle. La pénétration de la culture française, le mythe de l'unité française, sont des puissants moyens pour la faire supporter aux Bretons.

### La tactique de la bourgeoisie : des promesses

La bourgeoisie tire profit des déséquilibres régionaux et la restructuration actuelle du capitalisme attribue aux régions industriellement sous-développées les installations militaires et le tourisme. Le besoin de loisirs permet la création d'un nouveau cycle de profit qui explique la multiplication des projets d'aménagement des côtes. Pour le reste, des promesses.

La presse locale nous a montré des plans d'hydravions à construire à Brest, mais il paraît que ce genre d'engins n'a plus d'avenir et on n'en parle plus. La fameuse usine d'aluminium de Péchiney a été construite aux Pays-Bas, qui décide ? Sûrement pas Lombard, maire de Brest. La raffinerie de St-Divy devait apporter (promesse verbale !) 40 emplois à l'hectare (40 x 300 = 12.000) réduite aujourd'hui à 600 ou 1.000 et encore ce n'est pas sûr. Il n'y aura, paraît-il, aucun risque de pollution de la rade, mais on apprend que les études sur cette question ne sont pas faites, etc. Les usines qui s'implantent n'atteignent jamais le nombre d'emplois prévus.

Dans ce contexte le rôle de Brest est d'abord militaire. La coexistence d'un port de commerce actif et de la base nucléaire de l'île Longue est-elle possible ? Quelle est l'influence de la Marine dans les décisions concernant le port pétrolier et la raffinerie ?

L'arsenal (6.000 travailleurs) n'a pas d'avenir assuré et sa dépendance militaire en fait un secteur à part. Brest est également un relai d'urbanisation de la population rurale, sa croissance démographique et les besoins de la reconstruction ont provoqué

l'existence d'un secteur Bâtiment T.P. (6.000 travailleurs) au bord de la crise générale depuis plusieurs mois. L'université dont le développement est maintenant stoppé, n'est qu'une étape dans l'exode des jeunes (pourcentage important de ruraux).

### La réponse révolutionnaire : la lutte

Le sous-développement breton n'est pas qu'un problème économique, il est une situation globale. Le centralisme capitaliste français a dépossédé un peuple de sa personnalité pour mieux l'exploiter. La prise de conscience se manifeste sous différentes formes.

— Refus de l'utilisation folklorique de la culture bretonne pour attirer les touristes (voir la réaction du commerce à la disparition du festival des Cornemuses). Par contre développement d'une expression populaire des luttes, de Batignolles à Maitre Trochu, notaire à Quimper.

— Solidarité ouvriers - paysans, non seulement dans le soutien des luttes, mais actions communes contre l'aménagement capitaliste des plages face aux promoteurs et aux municipalités complices (les Blancs-Sablons).

— Jusqu'à une période récente, malgré des manifestations de masse périodiques sur l'emploi, la bourgeoisie pouvait compter sur le soutien électoral de la population. L'accueil de Pompidou, les 50 % d'abstentions à Brest montrent une évolution. La grève des Nouvelles Galeries, celle du Joint Français mobilisent plus que le référendum.

Notre action est basée sur le droit de vivre sur place. Il ne s'agit pas de se battre à coup de statistiques, il s'agit d'arrêter l'exode, de supprimer la dépendance économique, de soumettre l'évolution technique aux besoins. A l'heure où l'on commence la fabrication du bifteck de pétrole, les paysans sont privés de leurs moyens d'existence. La construction du socialisme passe par la destruction complète du système de l'exploitation dans l'entreprise à l'oppression culturelle.

Section de Brest - P.S.U. ■

## Et puis les paysans

Nous reproduisons ci-dessous intégralement l'éditorial du « Trait d'Union » du 14 avril. Cette prise de position montre que le slogan « Ouvriers - Paysans, même combat » est une réalité pour son auteur.

Depuis cinq semaines, les ouvriers du « Joint Français » (à Saint-Brieuc) ont engagé une action revendicative pour l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Jusqu'ici, le patronat s'est refusé à toutes négociations et a même fait appel aux forces de police pour occuper l'usine. Dans cette action, le syndicalisme agricole (FDSEA et CDJA), se déclarant solidaire des travailleurs du « Joint Français », a fait un choix sans équivoque et motivé.

— Pouvons-nous concevoir l'industrialisation de notre région sous n'importe quelle condition ?

— Pouvons-nous accepter de voir nos frères et demain nos enfants avec des salaires tels que ceux du « Joint Français » ?

— Pouvons-nous fermer les yeux sur les disparités qui existent au niveau des salaires : ceux-ci sont inférieurs de plus de 20 % à ceux d'une usine identique, appartenant au même groupe, mais implantée dans la région parisienne.

— Pouvons-nous accepter de voir les patrons du « Joint Français » traîner des délégués syndicaux devant les tribunaux et par ailleurs

utiliser la force publique pour casser la grève ?

**En nous déclarant solidaires des ouvriers du « Joint Français », nous avons répondu NON ! à ces interrogations...**

Car notre situation, à nous paysans, est semblable à celle des travailleurs du « Joint Français » et de la région.

— Comme eux, nous dénonçons les disparités de nos revenus par rapport à ceux des agriculteurs du Bassin parisien.

— Comme eux, nous subissons la répression au travers de la condamnation de nos militants syndicaux (F. Gourmelon, J. Carel, G. Posseme, etc.).

Mais une véritable solidarité doit se traduire dans les faits. Aussi nous ne pouvons qu'approuver, sans réserve, les actions de soutien engagées par les syndicats agricoles et les CDJA des régions de Saint-Brieuc, Lannion, Loudéac et Guingamp, qui ont concrétisé cette solidarité par une distribution gratuite de produits de l'exploitation aux grévistes.

Evidemment, la participation du syndicalisme agricole à un « Comité de soutien » aux côtés d'organisations politiques sera commentée de diverses manières. Pour notre part, nous affirmons avec force qu'il s'agit là de considérations secondaires qui ne doivent, en aucun cas, battre en brèche ce qui est essentiel, à savoir : la solidarité entre les travailleurs de la ville et les travailleurs de la campagne.

J. LE FLOCH,

Secrétaire général de la FDSEA



## Le soutien ne souffre pas d'exclusive

St-Brieuc faites que la grève continue pour augmenter mes frais de déplacement et de mission.



BAROU.

Nous avons publié dans la presse quotidienne la création du Comité de soutien au Joint Français, composé à l'origine des organisations suivantes : Parti Socialiste Unifié - Parti Socialiste - Ligue Communiste - CDJA - FDSEA - Amis de « Politique-Hebdo » - Comités Lycéens - Foyer des Jeunes Travailleurs.

La constitution de ce comité constitue un fait politique important pour deux raisons essentielles :

— la première raison est qu'il régule une large unité dans l'organisation de la solidarité au Joint Français ;

— la seconde raison est qu'il comprend non seulement les organisations politiques de gauche (sauf le PCF), mais aussi les organisations agricoles conscientes de la nécessaire convergence des luttes ouvriers-paysans et aussi les comités lycéens regroupés dans cette action. L'action des agriculteurs de la FDSEA et du CDJA a été particulièrement appréciée par les grévistes et leur famille.

Ce comité ne « double » d'aucune manière le Comité Intersyndical permanent CFDT - CGT - FO - FEN. Il élargit le front de la solidarité. C'est ainsi que les fonds recueillis sont immédiatement reversés au comité intersyndical. C'est dire qu'il n'existe pas seulement sur le papier, mais qu'il agit.

Ce comité est largement ouvert à tous ceux qui veulent affirmer leur solidarité avec les grévistes du « Joint Français ».

Il paraît utile de préciser que le PCF était invité à y participer.

Ses dirigeants ont refusé (contestant la présence de la Ligue communiste en particulier). Nous pensons quant à nous que l'unité des travailleurs doit se faire sans exclusives, surtout quand leur usine est occupée par les forces armées !

Ainsi le PCF est le seul parti de gauche à s'être mis hors du mouvement unitaire. C'est regrettable.

De plus en plus les travailleurs sont conscients que cette attitude anti-unitaire au niveau des luttes est contraire à la solidarité de classe.

Section P.S.U. de Saint-Brieuc ■

## Prendre conscience

La grève du Joint Français est une occasion de bien comprendre ce que signifie « prise de conscience ».

Dans une usine il y a les patrons, les cadres et les ouvriers. Les premiers bien sûr gagnent beaucoup plus que les derniers ; c'est habituel. Le tarif est fixé par le patron tout seul, sans discussion. Par exemple : 4,35 F de l'heure, ou 4,18 F un autre jour. A prendre ou à laisser.

Et puis, parce que la vie augmente, parce qu'ailleurs on est tout de même mieux payé, les travailleurs du Joint Français se demandent s'il est vraiment normal de louer la force de travail d'un homme ou d'une femme pour 850 ou 900 F par mois en 1972. Ils pensent que non, et comme ils se mettent en grève et qu'on en parle, beaucoup de gens en ville trouvent aussi que ce n'est pas normal : prise de conscience !

La loi, c'est la loi. Elle prévoit, qu'on doit respecter la propriété d'autrui. Or, une usine, ça appartient aussi à quelqu'un : au patron ou à la société exploitante. Les ouvriers n'ont le droit d'y séjourner que pendant leur temps de travail ; ils viennent travailler CHEZ le patron. Il est évident, par conséquent, qu'ils n'ont pas le « droit » d'occuper cette usine : ils ne sont pas chez eux, voyons ! Le patron décide donc de les faire chasser. Le juge dit tout de suite : « Bien monsieur, vous avez raison ». Le patron demande l'application de la sentence. « Avec plaisir » dit le préfet. Mais quand les képis, les bottes et les mitraillettes, précédés par l'écharpe tricolore du commissaire, viennent s'emparer de l'usine, voilà que la population est choquée. Elle se dit que quand il faut faire droit aux doléances du pauvre monde (un ouvrier renvoyé arbitrairement par exemple !) la Justice et l'Administration sont beaucoup plus lentes, quand encore elles daignent se déranger. La loi, ce ne serait donc pas une divinité auguste et impartiale, mais un instrument au service des plus forts ? Tiens, tiens... Prise de conscience !

Les gendarmes avaient repéré l'école de Saint-Illan (école agricole catholique) pour s'y abriter lors du Tour de France. Quand il a fallu intervenir au Joint, ils se sont dit : « voilà une bonne base ». Et de rappliquer sans plus de cérémonie. Le directeur a dû d'abord croire que le Tour était en avance, ou il a été intimidé ; en tout cas il n'a rien dit. C'est la C.F.D.T., qui a révélé le pot aux roses (si on peut dire). Beaucoup trouveront très instructive cette alliance de l'école privée et de la force publique pour défendre l'ordre patronal établi. C'est une véritable leçon de choses. Mais, au bout de quarante-huit heures, le directeur a trouvé son école vraiment compromise et il a protesté publiquement. Même si on l'a un peu aidé, il a fait également une prise de conscience.

Les paysans, luttant péniblement contre la misère, se sont battus de leur côté pour leur niveau de vie. Aujourd'hui, ils participent au comité de soutien du Joint et ils apportent du ravitaillement aux grévistes. Ils ont pris conscience que le niveau des salaires dans notre région avait un effet sur l'ensemble de la population par l'intermédiaire du pouvoir d'achat. Ils ont pris conscience surtout que les exploités des ouvriers et des paysans sont bien les mêmes. Cette solidarité ouvriers - paysans peut avoir des conséquences considérables. C'est une prise de conscience fondamentale.

Etre révolutionnaire, c'est croire simplement que la prise de conscience peut se généraliser. En effet, les ouvriers sont en réalité plus forts que les patrons, les soldats plus forts que les officiers, les exploités plus forts que les exploités. Ils n'en ont pas assez conscience, c'est tout.

En ce qui nous concerne aujourd'hui, nous pensons que le soutien moral et matériel de la population, si elle prend conscience de l'enjeu, doit conduire les travailleurs du Joint à la victoire.

Jacques GALAUP

Vient de paraître

Yvan Craipeau  
**LE MOUVEMENT  
TROTSKYSTE  
EN FRANCE**

Des origines aux enseignements de Mai 68

18 F

Yvan Craipeau, qui a lui-même joué un rôle très important dans les trotskysme français des origines jusqu'en 1947, fait dans cet ouvrage le bilan des tentatives opérées par ce courant pour construire le parti révolutionnaire nécessaire à notre époque.

EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée-Paris 15<sup>e</sup>,  
C.C.P. 19 706 28, Paris.



**1018**

- BABEUF Le tribun du Peuple  
DEUTSCHER Trotsky 2 tomes  
ENGELS Théorie de la violence  
FISCHER La vie de Lénine  
FOUCAULT Histoire de la folie  
GUILLEMIN Zola, légende et vérité  
KESSEL Les gauchistes de 89  
MAO TSE-TOUNG La guerre révolutionnaire  
BORGES Essais sur les anciennes littératures germaniques  
DELEUZE Présentation de Sacher Masoch  
ESSLIN Bertolt Brecht ou les pièges de l'engagement  
GARAUDY Esthétique et invention du futur  
KESSEL Le mouvement « maoïste » en France  
MARAT Les chaînes de l'esclavage  
REICH La révolution sexuelle  
REZVANI Les américanoïaques  
SACCO-VANZETTI Lettres  
TILLON La révolte vient de loin  
TROTSKY La révolution trahie  
VERTOV Articles, journaux, projets  
WEBER Le savant et le politique  
LENINE La maladie infantile du communisme  
LOVECRAFT Epouvante et surnaturel en littérature  
MANDEL Traité d'économie marxiste, 3 tomes  
MARX Critique de l'économie politique  
SOLJENITSYNE Une journée d'Ivan Denissovitch

8, rue Garancière, Paris 6<sup>e</sup>

# LES GRANDES MANOEUVRES DE RAINER BARZEL

Les élections de Bade-Wurtemberg, le 23 avril dernier, étaient les dernières d'une série de onze élections régionales en RFA depuis la formation du gouvernement Brandt-Scheel. A l'occasion de chacune de ces élections, l'opposition chrétienne-démocrate, qui acceptait mal de ne plus être au pouvoir, avait cherché l'épreuve de force et tenté de remettre en cause le gouvernement établi à Bonn.

Cette fois, en Bade-Wurtemberg, les deux parties en présence ont cherché en même temps l'épreuve de force, ce qui a contribué à radicaliser la confrontation entre le gouvernement et l'opposition, et provoqué en conséquence une participation électorale fort élevée (plus de 80 % des inscrits).

## Le test de l'Ostpolitik

La politique étrangère, en particulier la politique de détente avec les pays de l'Est, servit essentiellement de cheval de bataille aux partis de la coalition gouvernementale. Disposant d'une mince majorité au Parlement fédéral, SPD et FDP (parti social-démocrate et parti libéral) entendaient obtenir la consécration populaire de leur politique, en vue de faciliter la ratification des traités de Moscou et de Varsovie.

De plus, en formant le gouvernement en Bade-Wurtemberg, ils voulaient obtenir la majorité des voix au sein du conseil fédéral, afin d'éviter que ce dernier puisse faire opposition à cette ratification.

Etait-il adroit de la part de la SPD et de la FDP de faire ainsi de leur politique orientale, qui relève du gouvernement fédéral, le principal enjeu d'élections dont le but est seulement d'élire une diète régionale ?

Cette voix de plus, dont les partis de la coalition gouvernementale avaient besoin au conseil fédéral, ne risquait-elle pas de paraître bien abstraite aux électeurs ?

La démocratie chrétienne, quant à elle, embarrassée sur



Willy Brandt. (Photo AFP.)

la question des traités avec l'U.R.S.S. et avec la Pologne, s'est employée à minimiser la portée fédérale de ces élections. Aussi mena-t-elle sa campagne avant tout sur des thèmes de politique intérieure, facilement exploitables à des fins démagogiques : l'inflation, les prix, la recrudescence de la criminalité. Elle n'hésita pas à agiter le spectre du communisme, en présentant la SPD comme un parti bolchevique hostile à la propriété, le parti des nouveaux « partageux ».

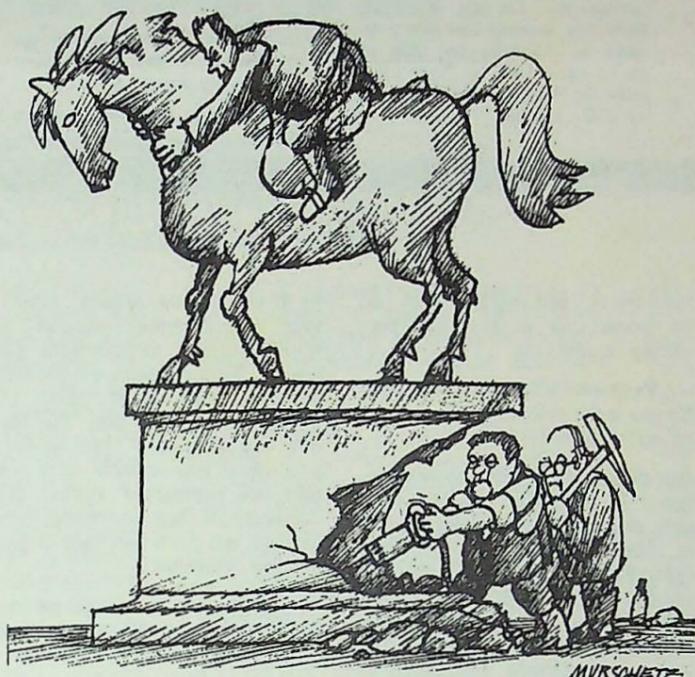
Elle trouva son meilleur allié dans le parti néo-nazi, le NPD, qui, il y a 4 ans, avait obtenu en Bade-Wurtemberg 9,8 % de voix et fait alors pour la première fois son entrée dans une diète régionale, à la stupeur du monde entier. Aujourd'hui moribond, le NPD, qui avait pourtant déjà nommé ses candidats, se désista en faveur de la CDU, qui saurait bien faire échouer les traités de Moscou et de Varsovie. Le Spiegel a pu écrire, sans être démenti, que la CDU avait elle-même incité le NPD à se retirer et qu'elle l'aurait même payé. Le NPD risquait de ne pas dépasser la limite des 5 % en deçà de laquelle il n'aurait obtenu aucun mandat : ses voix auraient donc été perdues.

Mieux valait en faire profiter la CDU, qui dès lors pouvait être à peu près sûre d'obtenir la majorité absolue des voix.

## Pas de politique intérieure

Dans ce contexte, n'est-il pas particulièrement étonnant que la SPD ait négligé à ce point les problèmes de politique intérieure ? Surtout quand quatre mois auparavant, le Bade-Wurtemberg avait été le théâtre d'un des conflits de travail les plus durs de l'après-guerre.

Le renouvellement des conventions collectives dans la métallurgie avait conduit en novembre-décembre 1971 à une épreuve de force entre le syndicat de la métallurgie, l'IG Metall, et le patronat. A la grève des travailleurs de la métallurgie, le patronat avait répondu par le lock-out de toutes les entreprises métallurgiques de la région, celles qui n'étaient pas en grève incluses. La SPD a oublié qu'elle a fait son meilleur score en Bade-Wurtemberg, au lendemain d'une autre grève des métallos, celle de 1963. Si la SPD s'est abstenue de mobiliser en particulier les travailleurs en Bade-Wurtemberg, c'est qu'elle était sur la défensive. Parti aujourd'hui au pouvoir à Bonn grâce aux voix des couches moyennes et de la bourgeoisie, la SPD vit dans la crainte constante de perdre la confiance si difficilement acquise de cet électeurat, en passant pour être de nouveau un parti ouvrier.



Exploitation à ciel ouvert (die Zeit).

MIRSCHETZ

La CDU a finalement obtenu la majorité absolue des voix, 53 %. La SPD obtint 37,5 %, soit 0,9 % de plus que lors des législatives de 1969, mais 8,5 % de plus qu'aux précédentes élections régionales. La FDP obtint 8,9 %, alors qu'elle s'attendait à plafonner à 7,5 %. Présentées comme un scrutin décisif, ces élections de Bade-Wurtemberg semblaient une fois de plus, comme les précédentes consultations régionales, donner raison à tout le monde. Tous les partis pouvaient être satisfaisants d'une façon ou d'une autre. Il semblait bien qu'il fût impossible de tirer de ces résultats des conclusions au niveau fédéral.

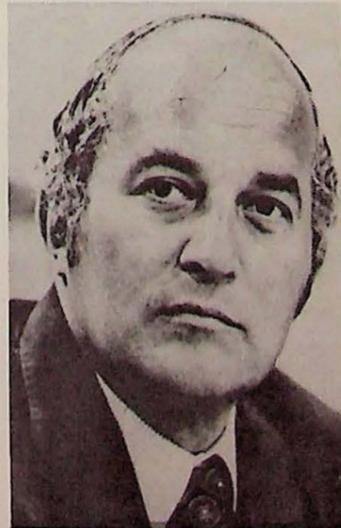
Le 23 avril, après communication des résultats, la CDU elle-même insistait sur le caractère régional du scrutin. La SPD, qui avait voulu en faire le test de sa politique de détente, devait bien constater que les électeurs ne l'avaient pas suivie, mais ses bons résultats lui permettaient de dire qu'elle n'avait pas été désavouée non plus. Avant et après les élections, les sondages d'opinion s'accordaient pour reconnaître que la majorité des électeurs était favorable aux traités de Moscou et de Varsovie, même si certains d'entre eux avaient voté malgré tout pour la CDU.

L'opposition et le gouvernement avaient progressé depuis les législatives de 1969 dans les mêmes proportions. Pour que la CDU eût pu mettre le gouvernement en difficulté, il lui eût fallu un score encore plus élevé. La démission du député de Basse-Saxe, Helms (FDP), le jour même du scrutin, est venue infirmer cette analyse. En fait, ce n'était plus les élections de Bade-Wurtemberg qui étaient en cause : avec le départ d'un nouveau député libéral du camp gouvernemental, SPD et FDP se trouvaient n'avoir plus au Parlement fédéral que le nombre de voix nécessaires pour conserver la majorité absolue, soit 249 voix.

## L'économie libre de marché

C'est la coïncidence dans le temps de cette démission et du scrutin de Bade-Wurtemberg, qui décida finalement, le lundi 24 avril, la CDU-CSU à déposer une motion de « défiance constructive » contre le chancelier Brandt. Voulant profiter d'une occasion qu'elle pensait favorable, pour débâcher d'autres députés libéraux, la CDU-CSU entendait faire tomber le gouvernement Brandt-Scheel, en proposant au Parlement d'élire chancelier le président de la CDU, Rainer Barzel.

Dans une déclaration publiée à cette occasion, la CDU-CSU fit valoir — quitte à se contredire — qu'au lendemain des élections de Bade-Wurtemberg il était clair que la majorité du peuple ne soutenait pas la politique orientale du gouvernement, que la coalition SPD-FDP avait ébranlé les finances de l'Etat, qu'elle était incapable de mettre l'économie en ordre et de stopper l'inflation,



Rainer Barzel. (Photo AFP.)

qu'elle compromettrait l'« économie libre de marché ». L'énoncé même de ces motifs fait voir assez qu'il s'agissait moins pour la CDU-CSU de proposer une alternative politique que d'exploiter une situation jugée favorable pour renverser le gouvernement et reprendre le pouvoir. La manœuvre semblait malgré tout ne pas manquer d'une certaine habileté : la CDU-CSU choisissait d'essayer de faire tomber le gouvernement lors du débat parlementaire sur le budget 1972, c'est-à-dire avant le vote sur les traités de Moscou et de Varsovie, fixé au 5 mai. Elle entendait éviter qu'on puisse lui reprocher d'avoir rejeté ces traités, qui ne représentent plus pour elle, aujourd'hui, qu'une arme électorale et dont elle s'est déjà, en fait, accommodée.

En réalité, l'entreprise n'était pas seulement hasardeuse, elle était une vaste tentative de duperie du peuple. Les commentateurs ne se firent pas faute de rappeler que R. Barzel, une fois chancelier, disposerait d'une majorité encore plus faible que celle avec laquelle Brandt avait gouverné, qu'il ne saurait guère que gérer une crise permanente jusqu'aux élections législatives de l'automne 1973. De plus, et c'était là l'argument majeur, Barzel détiendrait une majorité qu'il ne devrait pas à un vote populaire, mais à la manipulation de mandats échus en 1969 à la SPD et à la FDP, voire à l'achat de dissidents.

## La manœuvre de Barzel

Une grande partie de la population a fort bien compris la manœuvre de Rainer Barzel. Elle ne s'est pas laissée prendre au jeu, comme en témoignent les nombreux arrêts de travail dans les entreprises, en faveur de W. Brandt, les manifestations spontanées en faveur de la ratification des traités dans les grandes villes. L'IG Metall réussit à réunir avec quelques autres organisations politiques de 30 à 40 mille manifestants le 25 avril à Bonn : des ouvriers, des employés, des étudiants, etc. On parlait déjà de grève politique, pour le cas où Barzel devrait réussir à prendre le pouvoir, sans légitimation populaire : « Les roues s'arrêtent quand les travailleurs le veulent ! ».

Le vote intervenu le 26 avril sur la motion de défiance n'a pas désavoué Brandt. R. Barzel n'a obtenu que 247 voix, alors qu'il lui en aurait fallu 249 pour être élu chancelier.

Deux députés libéraux ont déclaré avoir voté pour lui, ce

## COURRIER DES LECTEURS

Les premiers numéros de la nouvelle formule sont en net progrès sur le passé : titres accrocheurs, contenu lisible. Je pense qu'il faut absolument sauver T.S. et, au point de vue vente, l'objectif, un numéro par militant, me paraît très possible à atteindre quitte à ce que les sections qui n'y parviennent pas prennent les invendus à leur charge.

### Un projet crédible

Au point de vue politique, T.S. doit être le reflet du Parti. Et T.S. ne progressera que dans la mesure où le Bureau national saura affirmer une ligne politique claire et cohérente. On l'a bien vu dans les années qui ont précédé le Congrès de Lille et où la ligne flou, et contradictoire du Parti se traduisait par un T.S. illisible.

Ainsi, notre lutte révolutionnaire ne sera pas mobilisatrice si nous ne proposons pas un projet socialiste crédible, un autre modèle de civilisation. Car parler sans cesse de révolution n'est pas suffisant pour attirer les masses influencées par le réformisme, même si cela nous donne bonne conscience à peu de frais !

Enfin, dernier point que je voudrais aborder : la fête. J'avoue ne pas très bien comprendre quel type de fête nous allons réaliser. Et pourtant, c'est une certaine image du Parti que nous allons présenter.

Fête populaire, qu'est-ce que cela veut dire ?

Tous ceux qui font partie du peuple, tous les travailleurs doivent s'y sentir à l'aise.

Il faut pour cela effacer les

contradictions au sein du peuple que le capitalisme sait si bien susciter : insister sur la solidarité entre travailleurs français et immigrés sur l'indispensable union entre intellectuels et ouvriers. Dénoncer cette arme nouvelle de la bourgeoisie : le racisme anti-jeunes et le prétendu fossé entre les générations. Ce dernier problème est très important : il faut que les jeunes, dans leur grande masse en révolte contre l'idéologie dominante, se sentent chez eux dans cette fête. Mais il ne faut pas non plus verser dans une certaine démagogie tendant à privilégier exclusivement la pop-music ou certaines formes marginales et spontanées de défoulement.

Non, et notre camarade a raison de le dire : la Révolution ce n'est pas une partie de plaisir, prétexte à de « grandes vacances ». De

même, la Révolution, ce n'est pas non plus s'approprier les biens de la classe dominante pour « jouir » tout de suite. Notre fête doit donc être une vraie fête mais plus que cela : exprimer par-delà le divertissement une certaine pédagogie de la Révolution.

C'est très difficile : tout le problème d'une culture révolutionnaire est posé. Lénine avait-il totalement raison contre les tenants du Proletkult ?

Mais cela aussi c'est un aspect du projet « La Révolution, qu'est-ce que c'est ? »

Nous avons là une tâche écrasante mais passionnante.

Mettons-nous au travail très vite !

J. OLIVIER

(Fontenay-aux-Roses) ■

## ► suite de la page 13

qui signifierait qu'au moins un député chrétien - démocrate s'est abstenu. Ce vote n'a toutefois rien résolu et la crise s'est établie à Bonn. Le gouvernement ne dispose plus de la majorité. Le 27 avril, l'opposition a pu infliger un premier revers à la SPD-FDP en réclamant un vote nominal sur le budget particulier du chancelier, qui fut rejeté par 247 voix contre, 247 pour et 1 abstention.

Cette crise, dont il est difficile de dire quels seront ses prolongements politiques et insti-

tutionnels, fait qu'en RFA on se pose dès aujourd'hui certaines questions :

— Peut-on encore faire confiance au système parlementaire existant ?

Au début de l'actuelle législature, la coalition socialo-libérale disposait, conformément à la décision populaire, de 254 voix (+ 14 voix berlinoises), contre 242 (+ 8) à la CDU-CSU. Aujourd'hui, SPD et FDP disposent tout au plus de 247 voix. La volonté populaire a donc été manipulée. Les députés dissidents de la FDP et de la SPD se réfèrent, conformément à la Constitution, à leur conscience pour justifier leur changement de camp ; la politique extérieure de la SPD-FDP leur paraissait brader les intérêts de l'Allemagne, ce qui est ahurissant comme argument si l'on songe au sort qu'un gouvernement CDU-CSU serait immanquablement obligé de faire à ces traités. Mais ont-ils

le droit de se référer ainsi à leur conscience, quand ils n'ont pas été directement élus par le peuple, mais simplement sur la liste d'un parti (1), comme c'est le cas de tous ces transfuges ? Ne serait-il pas plus convenable que ces députés remettent, quand leur conscience les tracasse, leur mandat au parti qui leur a permis de l'obtenir ?

— Quelle est la marge de manœuvre d'un parti social-démocrate au pouvoir ?

Vu le match nul entre le gouvernement et l'opposition, W. Brandt est obligé de mettre de l'eau dans son vin : il est prêt à tenir davantage compte des critiques de la CDU-CSU. Les réformes intérieures promises en 1969, largement compromises depuis, risquent d'être, aujourd'hui plus que jamais, sabotées au profit de compromis plus ou moins douteux entre le gouvernement et l'opposition. Des élections anticipées pour-

raient peut-être donner à la coalition SPD-FDP une majorité plus stable : mais ne serait-elle pas encore obligée alors de réduire constamment ses prétentions à une mesure acceptable pour la bourgeoisie en RFA ? Une telle coalition n'aura jamais que le droit et non le pouvoir de gouverner.

— Quel avenir ont les traités de Varsovie et de Moscou ?

Tant que les traités ne seront pas ratifiés, SPD et FDP pourront compter sur un certain appui de la bourgeoisie ouest-allemande, mais dans la mesure seulement où celle-ci est convaincue que ces deux partis sont plus à même que la CDU-CSU de pratiquer la politique extérieure qui convient. Car l'industrie ouest-allemande a besoin de ces traités pour pouvoir développer dans de bonnes conditions ses relations avec les pays de l'Est. C'est l'erreur de la CDU-CSU que

de ne pas avoir compris plus tôt cette situation. On peut aujourd'hui cependant tenir pour acquis qu'un gouvernement CDU-CSU ratifierait tôt ou tard ces traités.

En ce sens, la CDU-CSU pourrait de nouveau bénéficier des appuis qui lui ont fait défaut en 1969, dans la mesure où, obligée d'une part de reconnaître l'état de fait créé par la SPD et la FDP en matière de politique étrangère, elle pratiquerait d'autre part une politique sociale moins réformatrice que celle des sociaux-libéraux.

Mais il n'est pas exclu non plus que le capitalisme ouest-allemand s'engage dans une voie plus réformatrice, auquel cas une coalition SPD-FDP aurait toutes les chances de gagner des élections anticipées.

(1) Chaque électeur a en RFA deux voix : avec l'une il vote pour un candidat, avec l'autre, pour un parti.

# VIENT DE PARAITRE

## ● Sciences sociales

J. Israël : **L'aliénation, de Marx à la sociologie contemporaine**. (Anthropos, 48 F).  
J. Piaget : **Problèmes de psychologie génétique** (coll. Méditations, 7,50 F).  
B. Bettelheim : **Le cœur conscient** ; L'accomplissement de soi dans une civilisation de masse (Laffont, 23 F).  
M.F. Lanfant : **Les théories du loisir** ; sociologie du loisir et idéologie (PUF, 20 F).  
L. Wolf : **Production et idéologie** ; **Le design** (Anthropos, 20 F).

## ● Politique

R. Garaudy : **L'alternative** (Laffont, 14 F).  
M. Bakounine : **De la guerre à la Commune** (Anthropos, 47 F).  
M. Bakounine : **La liberté** (Pauvert, 11,80 F).  
E. Cœurderoy : **Pour la révolution** (Champ Libre, 32 F).  
Ch. Fourier : **L'ordre universif** (Aubier, 27 F).  
E. Maire : **CFDT pour un socialisme démocratique** (Epi, 14 F).

## ● Histoire

B. Seale : **A l'affut**, Histoire du parti des Panthères noires (Gallimard, 34 F).  
V. Serge : **Le tournant obscur**, 1923-1927 en URSS (Albatros, 22,50 F).  
C. Larre : **Mao et la vieille Chine** (Epi, 20 F).

## ● Religion

J. Guichard : **Eglise, luttes des classes et stratégies politiques** (Cerf, 20 F).  
H. Fesquet : **La Foi toute nue** (Grasset, 16 F).  
F. Houtard : **L'Eglise face aux luttes révolutionnaires** (Ed. Ouvrières, 11 F).  
M. Oraison : **Dépasser la peur** (DDB, 20 F).

« TS » publiera désormais une liste des livres et revues qui viennent de paraître et qui peuvent intéresser les militants. Cette liste est divisée en rubriques, avec tout l'arbitraire qu'une telle division comporte. Les lecteurs ont la possibilité de passer des commandes de livres à la librairie de « T.S. » Ils bénéficient à cette occasion de 10 % de réduction sur chaque achat ou du franco de port postal.

# UN VENT DE PANIQUE

BERNARD JAUMONT

Ils n'ont hésité devant aucune atrocité, aucune destruction, aucun génocide ; ils n'auront non plus reculé devant aucun mensonge, aucune imposture, aucun chantage, et ce sont bien les seules choses devant lesquelles ils n'auront pas reculé. Depuis des années, avec toute leur puissance, avec leurs techniques les plus élaborées, avec un peu partout des alliés et des complices, les Etats-Unis s'acharnent à détruire la population, la nature d'un petit pays dont les hommes refusent de se soumettre à leur décisions.

Au mépris de tous les engagements internationaux qui concernaient cette région du monde, les Américains ont imposé au Sud-Vietnam le régime et les hommes qui défendaient leurs intérêts et ils ont employé tous les moyens pour les maintenir au pouvoir. Politiquement ils justifiaient une présence au Vietnam par des impératifs stratégiques et par des nécessités économiques, c'était même une obligation pour défendre la « liberté » et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Une guerre sainte, en somme. Au nom de quoi on massacrait les populations comme aux plus beaux jours des atrocités nazies (My Lai vaut bien Oradour et il y en a eu bien d'autres, sur lesquels le Pentagone a réussi à imposer le silence), on déversait une quantité de bombes et de napalm supérieure à tout ce qui a été utilisé pendant la Seconde guerre mondiale, on détruisait la flore et la faune de toute une partie du pays dont l'équilibre sera détruit pour longtemps, on déportait, on torturait, on exécutait.

## Le Sud contre...

Voilà un mois, l'administration Nixon avait réussi à faire croire que tout cela avait enfin porté ses fruits : un gouvernement vietnamien était en place, parfaitement représentatif et ayant toute la confiance de la population (ce qui est normal puisque le président Thieu a été librement et démocratiquement choisi par les électeurs : il est vrai qu'il était seul candidat et que l'ambassadeur des Etats-Unis à Saigon n'avait pas pu trouver un semblant de caricature d'opposant même contre des dollars pas encore dévalués. En somme, le problème vietnamien était politiquement réglé : la population ayant librement choisi une solution conforme aux vœux des Américains, les G.I.'s n'avaient plus qu'à rentrer chez eux. Bien sûr il y avait encore quelques extrémistes pour s'opposer au fonctionnement normal de la démocratie, mais ils n'avaient aucun soutien parmi la population, le gouvernement Thieu saurait bien les tenir en échec, d'autant qu'on laissait à sa disposition la flotte et l'aviation américaines et les armes les plus perfectionnées qui permettaient de faire la guerre sans troupes, en utilisant les ressources de l'électronique.

L'extraordinaire offensive des troupes vietnamiennes a balayé tout cela en quelques jours, elle a démontré sur le terrain l'immense escroquerie de la propagande américaine : ce n'est pas vrai que le conflit au Vietnam est la guerre du Sud démocratique et pacifique contre l'agression du Nord qui chercherait à lui imposer un régime d'oppression : la preuve c'est que seules les troupes américaines se battent et les rapports militaires américains eux-mêmes constatent que les troupes de Thieu ne combattent pas parce que ce qu'on veut leur faire défendre ne les concerne pas, ne les représente pas. Ce n'est pas vrai que Thieu a la confiance de la population : Nixon laisse dire qu'il pourrait le lâcher, sachant qu'il ne tient son pouvoir que des Américains dès qu'il ne leur sera plus utile, il s'effondrera sans que qui que ce soit le soutienne.

Ce n'est pas vrai que les Américains sont au Vietnam uniquement pour soutenir un peuple en lutte pour son indépendance : même Nixon ne défend plus cette idée-là ; même lui doit admettre, brutalement, que son seul but est d'empêcher la mise en place au Vietnam d'un régime qui refuse les mécanismes capitalistes.

## ...l'agression !

Devant les remarquables victoires que remportent les troupes vietnamiennes,

devant la débâcle qui s'amorce au Sud-Vietnam, la panique et l'affolement commencent à gagner le gouvernement américain et depuis quelques jours, on assiste à une vaste campagne d'intoxication où l'imposture se mêle au mensonge et où l'ignoble le dispute à l'odieux pour essayer de justifier par avance toutes les décisions que Nixon pourrait prendre.

C'est ainsi qu'on apprend que l'agresseur, c'est le Nord-Vietnam : c'est lui qui s'est attaqué sans raison aux forces américaines ; elles étaient là en voisins, juste venues expliquer aux Vietnamiens du Sud, la valeur de la non-violence et les bienfaits de la vie au grand air. On apprend aussi que si les troupes du GRP ou de Hanoi remportent des victoires, c'est à cause de la qualité des armes soviétiques : l'U.R.S.S. profite du conflit et se sert du Vietnam comme d'un laboratoire pour y expérimenter ses armes les plus perfectionnées. Les Etats-Unis, dont les intentions sont pures et les préoccupations essentiellement pacifiques, n'avaient donné à leurs alliés que quelques lance-pierres et de vieux fusils datant de la guerre d'Indépendance. Et le bouquet de ce feu d'artifice, c'est le sondage d'opinion dont l'ORTF se gargarisait le 4 mai : 85 % de la population américaine ne veut pas entendre parler d'une défaite militaire au Vietnam ; d'où on peut conclure que le conflit

est vraiment l'expression de la volonté populaire américaine et que malgré tous ses efforts le bon président Nixon ne pourra aller contre son opinion publique : c'est la pression populaire qui l'obligera à franchir d'autres degrés dans l'escalade.

Toute cette propagande serait lamentablement grotesque si elle ne masquait un désarroi réel de l'administration américaine devant une situation qui lui échappe et qui se traduit sur un autre plan par la reprise, puis l'arrêt des bombardements, la reprise puis de nouveau la cessation des négociations à Paris, les déclarations fracassantes de Nixon alors que la situation militaire est au moins compromise.

Cela constitue un danger considérable, car les réactions américaines pour tenter de sortir de cette impasse sont imprévisibles : un certain nombre de tentatives vont sans doute être faites encore pour accroître le chantage et essayer de faire perdre leur sang-froid aux responsables du GRP et de Hanoi ; mais à ce jour, les Américains risquent eux-mêmes de ne plus maîtriser leurs propres réactions.

## Chacun son camp

Pour nous, en France, il en résulte surtout que personne ne peut plus être neutre et que chacun et pas seulement ceux qui se réclament du socialisme, doit choisir son camp. Et cela doit être dit d'autant plus clairement que malgré la position officielle du gouvernement Pompidou, la radio aux ordres se fait l'écho, sans le moindre commentaire restrictif, de toute l'intoxication de l'administration américaine. Cela doit être dit d'autant plus fort que des entreprises implantées en France (la plus importante d'entre elles est Honeywell-Bul, mais il y en a bien d'autres) tirent profit directement de la guerre du Vietnam.

Devant un tel conflit chacun doit choisir son camp et savoir que la défense du capitalisme passe par les bombes à billes, le massacre de My Lai, le génocide de Vietnamiens et la destruction du Vietnam. Et il est inutile de chercher de fausses justifications dans la propagande américaine : en mai 1945, ce sont les Allemands qui étaient victimes d'une invasion et si on les avait consultés, plus de 85 % d'entre eux auraient dit, comme le font aujourd'hui les Américains, qu'ils ne voulaient pas d'une défaite militaire de leur pays. Pour nous, il est plus nécessaire que jamais d'apporter aux peuples vietnamiens et au GRP un soutien sans réserve, jusqu'à la victoire complète, dont il peut seul apprécier quelle doit être la signification.

## ARVEL

Au service des familles et des jeunes, ARVEL propose à ses adhérents 3 FORMULES DE VACANCES.

### — « RENDEZ-VOUS AU VILLAGE »

- A 20 km de Briançon, dans un hameau, sur les hauteurs, en dortoirs ou en chambres pour les familles — des vacances en auto-gestion — 150 F par semaine, des réductions importantes pour les enfants. Un paysage magnifique.
- Vacances yougoslaves, sur l'autre rive de l'Adriatique. Préférez-vous loger chez l'habitant ou en hôtel ?  
2 semaines, depuis 360 F. Prix moyen : 425 F.
- Vacances tyroliennes, dans de bonnes auberges.  
2 semaines, prix haute-saison : 500 F.

### — « PARTEZ EN AVION » (de Paris ou de Lyon)

Méditerranée : 2 semaines en Tunisie : 1.020 F.  
Mer Noire : 2 semaines en Bulgarie : 995 F.

### — « VOYAGE EN AVION ET DECOUVERTE »

Périples en Bulgarie (plus 8 jours de farniente), en Egypte (ou Egypte-Liban), en Syrie (ou Liban et Syrie)...

Demandez le catalogue.

ARVEL : Délégué général : André Barthélémy, 78 bis, rue du 8-Mai, 69-Villeurbanne. Tél. (78) 84-81-24.

A Paris : 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 325-00-14 (15 h - 18 h).

Réception les mardis et vendredis, de 17 h à 19 h.

## MAURITANIE : NOUVEAU STYLE

Pour désamorcer le développement des luttes revendicatives et politiques, on se souvient que le régime de O. Daddah avait pris une série de mesures arbitraires. En particulier, il avait renvoyé plus de deux cents élèves du secondaire dont cent cinq pour la seule ville de Nouakchott et fait occuper les établissements secondaires par les forces de répression. Il avait aussi procédé à une série de suppressions de bourses d'étudiants. Il refusa de reconnaître les directions syndicales issues des congrès organisés sous son égide et renvoya « sine die » la tenue du congrès de la centrale syndicale. Enfin, il déclencha une campagne anti-communiste.

Malgré tout cela, les mouvements revendicatifs et politiques continuent leur développement. En voici quelques exemples parmi les plus importants ces derniers mois :

— Grève des ouvriers de la société de construction COPEVIR contre les compressions abusives de personnel.

— Grève à l'imprimerie « Nationale ».

— Grève des ouvrières de l'OMT (Office mauritanien de tapis) pour avoir, en particulier, le droit de constituer un syndicat.

— Grève du personnel de la Société Mauritanienne de Banque (filiale de la Société Générale).

— Agitation parmi les ouvriers agricoles de la plaine de M'Pourié, des dockers de Nouakchott, des ouvriers de l'atelier de traitement de la gomme arabique de Nouakchott.

— Forte agitation chez les chômeurs de la ville minière de Zouerat. Leurs délégués ont été arrêtés puis relâchés sous la pression de leurs camarades.

Au niveau des élèves du secondaire, où le régime pensait avoir « résolu le problème » par le renvoi de plus de deux cents élèves, l'agitation continue malgré la présence des forces de répression. Ils ont en particulier fait une importante manifestation, le 23 mars, à Nouakchott. A Aioun, un élève est emprisonné depuis plus de deux mois. Il a observé une grève de la faim pour exiger un jugement. Sous prétexte de lui avoir porté assistance, deux enseignants (Ould Tah et Dieng Dioude) ont été licenciés et assignés à résidence surveillée.

Partout à l'intérieur du pays, des luttes se développent : à Aioun, Kiffa, Mederdra, Rosso, Magta Lahjar... le mouvement touche des couches diverses : les tailleurs de pierres sont entrés en grève à Aioun, les petits commerçants... A Boumdeid, la population a manifesté contre le viol d'une fille par le chef local du parti gouvernemental. A Mederdra, des manifestations populaires ont été organisées pour exiger une alimentation plus régulière de la ville en eau. Trois enseignants ont été arbitrairement mutés à la suite de cette manifestation.

D'autre part, un nouveau style policier est apparu ces derniers jours, à Nouakchott en particulier. Des perquisitions-surprises et sans mandat sont systématiquement faites aux domiciles des patriotes connus. La police procède à des détentions de une, deux et parfois trois jours pour habituer la population à ce « genre de choses ». Déjà plus de dix arrestations ont été opérées. Parmi les victimes, signalons trois jeunes élèves de 14-15 ans, trois femmes dont deux sont mères de nourrissons. Quant à la troisième, on lui reproche de ne pas avoir dénoncé son enfant qui est, par ailleurs, un élève gréviste !

La campagne d'intoxication anti-communiste se poursuit

## Tchécoslovaquie : le silence

Nul doute que les camarades Georges Séguy et Roland Leroy, continuent de s'estimer satisfaits des explications que le Parti communiste tchécoslovaque et les syndicats fournissent quant aux procès qui se déroulent à Prague.

Nul doute encore, que tout cela se passant loin, on ne manquera pas ici et là de faire observer que rien, absolument rien ne peut ni doit faire obstacle à la nécessaire unité de la gauche. Pour prendre modèle sur d'autres temps, le PCF dira sans doute qu'il ne fait pas un préalable de l'appréciation que les uns ou les autres font de la situation en Tchécoslovaquie et les partenaires interrogés diront à leur tour qu'effectivement il ne faudrait pas que les divergences en la matière, viennent gêner la construction d'un front solide de la gauche.

Eh bien non. Il est des limites à l'abjection des procès et les temps de « l'aveu » ne doivent plus jamais être retrouvés. Nous disons bien jamais. Ce qui veut dire qu'il va falloir mener une campagne bruyante, constante, pour que les sbires de Prague soient amenés à renoncer à la mise en place du dispositif de répression, qui prétend interdire l'expression de toute pensée authentiquement socialiste, chez les Tchèques comme chez les Slovaques.

### L'OBSCURANTISME AU POUVOIR

Nous reviendrons sur les procès en préparation en Tchécoslovaquie. Mais dès aujourd'hui, nous voulons dire qu'il n'est pas possible de laisser se dérouler en silence, celui qui est intenté à Ludek Pachman, ancien champion du monde des échecs, coupable d'avoir signé, au temps du Printemps de Prague, un manifeste condamnant les méthodes de Novotny, coupable encore d'avoir donné un interview non conformiste à une radio hollandaise.

Ce procès se déroule à huis clos, sans que quelque garantie soit donnée sur les droits de la défense. Il faut briser ce huis clos. Et même si au moment où ces lignes paraissent, tout est accompli, il faut dénoncer la forfaiture, et interdire d'autres qui se préparent. Car ce qui est en cause, c'est la vague d'obscurantisme stalinien qui envahit maintenant tous les rouages de la société tchèque.

### UNE CIRCULAIRE EXEMPLAIRE

Si d'aucuns doutent de nos affirmations nous ne ferons que reprendre une Instruction du ministère de l'Éducation nationale du 4 mars 1971, commentée par Joseph Ernest, directeur de l'Enseignement secondaire, dans les termes qui suivent :

« La sélection des candidats aux études secondaires a un caractère politique prononcé (...) Il est décisif dans quel esprit les parents influencent l'enfant, s'ils soutiennent le socialisme, la politique actuelle du P.C. et qu'elles étaient leurs attitudes dans les années 1968-69 (...) Si les parents avaient des attitudes antisocialistes bien déterminées, ils influençaient aussi leurs enfants dans cet esprit. Nous serions contre nous-mêmes, et nous agirions au détriment du Socialisme si nous ne le prenions pas en considération. »

Ainsi les élèves, les étudiants, ne seront plus sélectionnés seulement en fonction de leurs connaissances, mais aussi et avant tout, en fonction de leur degré de fidélité et même de celui de leurs parents, à la politique suivie, à la normalisation imposée au peuple tchécoslovaque après l'invasion du 20 août 1968.

En effet, les instructions du ministère affirment, entre autres, pour l'enseignement secondaire, que les « critères significatifs » d'admission de l'élève seront son « origine de classe et l'engagement politique et social des pa-

rents ». Pour ce faire, l'école pourra « demander l'avis de la direction du lieu de travail des parents qui sera basée sur l'opinion de l'organisation du PC de l'entreprise et de la section syndicale ».

Dans l'enseignement supérieur, les instructions définissent les conditions d'admission comme suit :

« Les éléments suivants seront appréciés comme équivalents : le profil politique et moral, les dons, les aptitudes, les connaissances et l'origine du candidat (...) Pour l'admission, l'appréciation de tous les éléments mentionnés ci-dessus est décisif ». D'autre part « un fonctionnaire de l'organe compétent du PCT et un fonctionnaire de l'Éducation nationale prendront part à la procédure d'appel ».

Enfin, nous pouvons encore relever que « l'appréciation complexe des candidats » à une carrière scientifique se fera en fonction de leur « attitude envers l'évolution d'après janvier (année 1968-69), leur position par rapport à l'Union soviétique et aux autres pays socialistes ».

Au fait Aragon, après les belles indignations de septembre 1968, et même d'un peu après, te tairas-tu aussi, rassuré par les explications des Georges, de Roland, et pourquoi pas, de tous tes amis tchèques, aujourd'hui condamnés au silence, et dont tu te refuses à devenir le porte-parole.

Remy Grillault ■

## Nixon entre Thieu et Brejnev

La situation au Vietnam évolue d'heure en heure : plus se rapproche le jour de la visite de Nixon à Moscou et plus on a l'impression qu'une course de vitesse est engagée par les combattants révolutionnaires vietnamiens pour faire du voyage de Nixon son calvaire politique. Au moment où ces lignes sont écrites la pression sur Hué s'accroît, Saïgon commence à frémir : son siège est-il proche ? Mais le triomphalisme, par combattants vietnamiens interposés, peut-il se substituer à l'analyse politique et notamment à la signification profonde du voyage de Nixon à Moscou : ne fait-il ce voyage que pour les seuls motifs électoraux ? ou bien, ce qui revient au même, n'a-t-il pour simple objet que la signature d'un traité sur la non prolifération des armes atomiques ? Les « bruits » bien informés qui annoncent trois semaines avant ce voyage, la quasi certitude de sa signature, oublient bien sûr de nous signaler quelle contrepartie compte obtenir Nixon de la part de Brejnev : faire pression sur les combattants vietnamiens, pour que leur offensive ne dépasse pas le « seuil critique » pouvant faire perdre définitivement la face à l'impérialisme américain. En même temps, on apprend que des renforts de troupes américaines sont dépêchées en toute hâte vers le Vietnam, qu'un afflux massif de nouveaux avions et d'équipages convergent vers l'Indochine, en provenance de toutes les bases américaines du Sud-Est asiatique. Nul ne peut prévoir aujourd'hui de quels moyens disposent les dirigeants de l'Union soviétique pour modérer la combativité des révolutionnaires indochinois. Ce qui est clair néanmoins c'est que face à la puissance de feu de l'aviation américaine, seule l'offensive et sa capitalisation permettent aux combattants indochinois de jeter à bas les régimes fantoches : il serait criminel pour les dirigeants soviétiques d'obliger les révolutionnaires indochinois à se maintenir en position d'arrêt, favorisant le regroupement des forces adverses et offrant un terrain favorable au feu de l'aviation américaine.

Jean Verger ■

## IRLANDE :

### SOYEZ SAGES DIT WHITELAW

Depuis son entrée en fonction, l'administration Whitelaw libère au compte-gouttes quelques internés. La semaine dernière a été décidée la fermeture, en tant que camp d'internement, du camp de Magilligan ouvert il y a 4 mois. Il serait désormais utilisé comme camp de transit, pour décharger les prisons et pour recevoir les condamnés qui terminent leur peine. Mais les 50 internés de ce camp sont allés rejoindre les 600 déjà internés à Long-Kesh.

Non, on n'interne plus en Irlande du Nord, mais on met en prison et on vide les prisons surpeuplées, comme celle de Crumlin Road, en transférant dans les camps le surplus de prisonniers.

Un catholique du quartier de Ballymacarret, à Belfast, nous écrit : « Whitelaw se sert des internés comme otages, pour s'assurer du bon comportement des gens au Nord. Il en libère quelques-uns chaque jour en disant : « Je ne peux pas les relâcher tous tant que la violence continue ». De cette manière il a divisé une partie des gens, bien que son nombre soit jusqu'à présent très faible.

Des familles voient revenir les maris d'autres. Ils pensent que si les combats s'arrêtent, Whitelaw relâchera leurs parents. Si les combats s'arrêtent, tout ce qui a été gagné sera perdu... Le nombre d'internés relâchés (juste un peu plus de 100) n'a pas d'importance car la police et l'armée britannique en ont arrêté au moins autant.

D'autre part, l'interdiction de manifester a été levée. Les personnes condamnées sur ce motif, comme Bernadette Devlin, sont amnistiees.

Ces mesures ne sont que des tentatives de division du peuple irlandais. En levant l'interdiction de manifester, Whitelaw ne fait que supprimer une mesure qui n'avait été d'aucune utilité. Ces mesures ne sont que des mesures de propagande qui tentent de prouver que l'Angleterre fait un effort pour résoudre le problème. Mais l'attitude

de l'armée et de la police n'a pas changé. L'association des Droits Civiques a déclaré que le Direct Rule n'avait pas aboli la torture.

### CRAIG JOUE LES PACIFICATEURS

Le 26 avril, pendant un meeting de l'Ulster Vanguard, le fasciste Craig, comme c'est son habitude, incitait ses troupes à se battre. Le Woodstock Tartan Gang, groupe de jeunes protestants, s'est immédiatement attaqué à un quartier catholique. Des heurts violents se sont produits à plusieurs reprises entre les deux communautés et avec l'armée. Et la presse britannique fait part maintenant de « l'heureuse initiative » de M. Craig qui, par de longues discussions avec ce groupe, a réussi à mettre fin à ses agissements.

### LES CATHOLIQUES NE SONT PAS DUPES

Du côté catholique, on sait que la lutte n'est pas finie, que Whitelaw ne change rien. Le vice-président du comité de résistance du Nord, Michael Farrell déclare : « Les politiciens, en ce moment, pleurnichent après la paix. Ils nous disent que nous devons nous satisfaire de ce que nous avons obtenu. Personnellement, je serai satisfait quand je verrai une république socialiste établie dans ce pays ».

Pour sa part l'IRA provisionnal a décidé de réorganiser la justice dans les quartiers libérés : « Nous devons être constructifs dans le traitement de la criminalité à l'intérieur de notre communauté. Nous devons établir des tribunaux populaires où le peuple lui-même décidera s'il y a lieu de sévir ou non ».

### LE GENIE DE L'ARMÉE A ENCORE SEVI

Un très sérieux communiqué de l'AFP nous apprend que l'armée britannique en Irlande du Nord sera équipée de lits blindés. Nous proposons que ces lits soient équipés de canons de marine à longue portée, ce qui permettrait aux soldats de rester au lit et de ne plus traîner dans les rues.

P. Gresset ■

## Critique Socialiste

Le numéro 7 est paru.

### Au sommaire :

- Le programme, premier plan de la révolution. Jean-Michel KAY.
- La révolution, qu'est-ce que c'est, pour quoi faire ? Gérard FERAN.
- Urbanisme opérationnel et urbanisme de classe. Michel ETIENNE.
- Critique du Traité d'économie marxiste du P.C.F. : qualifications et exploitation du travail. Pierre ROLLE.
- La bureaucratie et les contradictions sociales en U.R.S.S. Pierre NAVILLE.
- Les impasses du mécanisme : E. Terray et le P.C.F. Yvan CRAIPEAU.
- Débat autour des thèses du « Manifesto ».

Le numéro : 5 F - Les six numéros : 27 F.  
Editions SYROS, 9, rue Borromée, Paris-15<sup>e</sup> - C.C.P. Paris 19.706 28.

# SOUTENIR LA LUTTE DES MAL-LOGES

Au début le mot d'ordre était : ne pas intervenir, laisser faire. Aussi les mal-logés ont-ils pu occuper la maison de Rika Zarai à Issy-les-Moulineaux et un immeuble vide, 17, rue Jacquier (14<sup>e</sup>) sans que les flics s'en mêlent. Rika Zarai et la SEMIREP (société chargée de racheter les immeubles en vue de la rénovation du 14<sup>e</sup> et propriétaire de la maison de la rue Jacquier) ne tenaient pas à ternir leur image de marque en faisant appel à la police. D'autre part, tant que les occupations restaient des faits isolés, il était de l'intérêt du pouvoir de garder le silence et de ne pas leur donner, en déclenchant la répression une publicité susceptible de donner des idées à d'autres.

Puis, brusquement, le mouvement d'occupation s'est précipité. Pendant le seul week-end du 8 avril, trois immeubles ont été occupés par des familles de travailleurs français et immigrés boulevard de la Chapelle (18<sup>e</sup>), rue Rampal (20<sup>e</sup>) et passage Bournisien (14<sup>e</sup>). Alors là, ça n'a pas trainé. En 48 heures tout était terminé. On a fait donner les CRS. Rue Rampal, ils sont intervenus le matin de bonne heure, ils ont bouclé la rue aux deux bouts pour empêcher les témoins d'approcher et de voir ce qui allait se passer, et ils ont embarqué tout le monde avant de tout casser dans l'immeuble pour empêcher une nouvelle occupation. Même chose impasse Bournisien où ils ont matraqué sauvagement et boulevard de La Chapelle. A la fin du Week-end, les trois immeubles étaient évacués.

## M. LE MAIRE NE REÇOIT PAS

Mais ce n'est pas tout. La veille du référendum, les mal-logés qui avaient occupé le boulevard de La Chapelle, se sont rendus en délégation à la mairie du 18<sup>e</sup>. Il y avait là des femmes algériennes et yougoslaves avec leurs enfants, quelques militants du Secours Rouge et quelques intellectuels. Les mal-logés ont demandé à voir le maire pour lui remettre une pétition par laquelle ils demandaient un appartement décent. Une démarche, donc, tout ce qu'il y a de plus légal et pacifique. Or, non seulement le maire ne

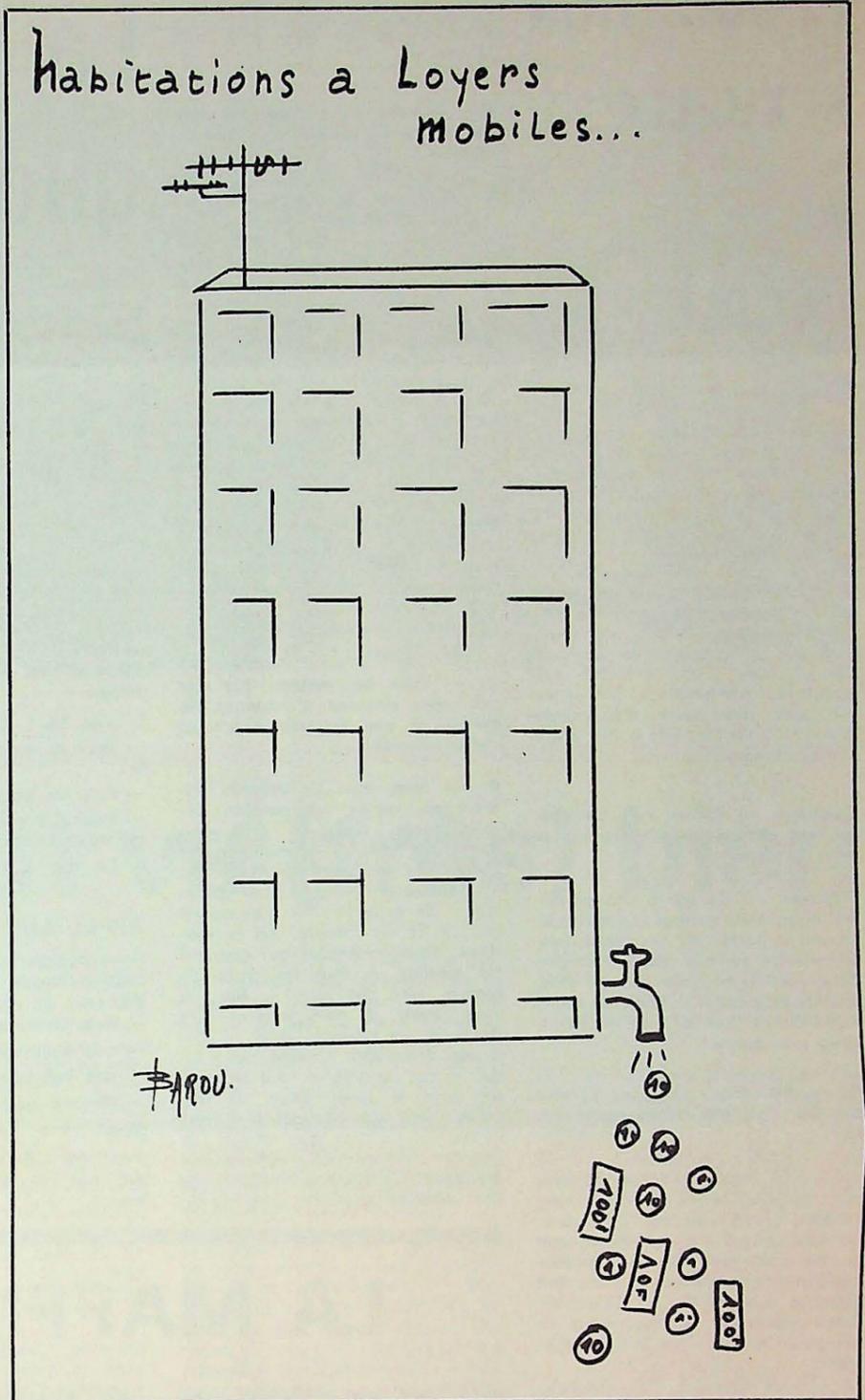
les a pas reçus, mais il a fait appel aux flics qui ont matraqué tout le monde une fois de plus, et embarqué un certain nombre de personnes au commissariat. Après la passivité des premiers temps, le déchainement. Pourquoi ? C'est que, si l'on peut à la rigueur admettre un squattage isolé (il est toujours possible d'ailleurs de le faire cesser en relogant discrètement plus ou moins bien, les occupants), un mouvement d'occupation tel qu'il menaçait de s'en produire, tel qu'il s'en produit par exemple en Italie, est intolérable pour le pouvoir. Parce qu'éminemment dangereux.

## LE POUVOIR SE SENT EN DANGER

1 - L'occupation met en lumière la politique du gouvernement au service du capitalisme en matière de logement, en dénonçant la « rénovation » qui n'a pour but que de faire la fortune des promoteurs et de vider Paris des travailleurs pour y mettre des bourgeois. Haussmann en son temps avait déjà fait sa rénovation anti-révolution, en perçant de larges avenues dans lesquelles il était plus facile à la troupe de mater une insurrection que dans les petites rues populaires propices à la guérilla. Avec la dispersion des travailleurs aux quatre coins des cités dorts de banlieue et Paris livré à une population bourgeoise, un soulèvement populaire devient plus difficile. En occupant les maisons vides, les travailleurs manifestent leur volonté de ne pas se laisser déporter.

2 - Le mot d'ordre « occuper les maisons vides c'est normal » est profondément subversif en ce qu'il met en cause la propriété privée, fondement du droit capitaliste et qu'il place d'emblée la lutte hors de la légalité bourgeoise.

3 - L'occupation permet le regroupement des mal-logés en vue de l'action. C'est l'amorce d'un mouvement de masse sur le cadre de vie. Or le pouvoir craint particulièrement ce genre de regroupement qui part spontanément de la base, sans même l'encadrement syndical de l'entreprise. Les premières occupations ont été, c'est vrai, réalisées à l'initiative du



Secours Rouge, mais, très vite, les militants se sont trouvés dépassés par la demande populaire. Il n'était pas nécessaire de faire de la propagande auprès des mal-logés pour occuper. C'étaient eux qui, sur les marches, venaient trouver les militants en disant : « On connaît une maison vide à telle adresse, nous voudrions l'occuper, aidez-nous ».

## LES FEMMES AU PREMIER RANG

Ainsi se formait un mouvement autonome dont les éléments les plus actifs et les plus combattifs étaient souvent les femmes, les femmes de travailleurs immigrés particulièrement, souvent contre le gré de leur mari. Et ce mouvement s'est révélé non seulement capable d'agir mais d'inventer une nouvelle forme de vie. Comme dans l'immeuble de la rue Jacquier, occupé maintenant depuis le 12 février. Une vie en totale contradiction avec celle qui est imposée par l'idéologie capitaliste. Basée sur la collectivité, la gestion de l'immeuble étant assurée par l'assemblée générale de tous les occupants, chacun prenant sa part du ménage des parties communes, avec organisation d'une coopérative, prise en charge par la communauté des plus défavorisés et création d'une crèche au sixième étage de l'immeuble. Aucun cloisonnement, aucun isolement entre les occupants, conscients d'accomplir une œuvre politique : « le 17, rue Jacquier n'est pas l'Armée du Salut mais un combat politique et social sur le logement », pouvait-on lire sur une affiche. Ouverture également

sur le quartier, discussion avec les habitants menacés par la rénovation et généralement sympathisants. Le couronnement de cette collaboration occupants-habitants du quartier a été la fête populaire organisée le 30 avril sur le terrain vague proche de l'immeuble pour fêter la naissance d'un enfant dans une famille immigrée occupante.

Actuellement les pressions se multiplient auprès des occupants de la rue Jacquier pour leur faire accepter d'être relogés en loitaine banlieue dans des centres de transit. Des délégations de femmes se sont rendues au service du relogement pour affirmer qu'elles n'accepteraient jamais d'être logées dans de telles conditions et qu'elles resteraient rue Jacquier aussi longtemps qu'il le faudrait.

## UN SOUTIEN INDISPENSABLE

Par ailleurs, il y a eu un ralentissement dans le mouvement d'occupations. C'est que de telles actions, si elles doivent partir de l'initiative des mal-logés, ne peuvent avoir de succès que si elles bénéficient d'un large soutien populaire dans le quartier, seul susceptible de faire reculer la répression. Or cette mobilisation n'est possible qu'avec un travail militant sur le quartier. Et, jusqu'à maintenant, il faut bien dire que la plupart des militants n'ont pas fait preuve d'un grand enthousiasme pour ce genre d'action, jugée par beaucoup d'entre eux « trop peu politique ».

Evelyne Le Garrec ■

## « P.S.U. DOCUMENTATION »

### Rééditions :

- N° 16 - Les travailleurs immigrés.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.

### Numéros disponibles :

- N° 8-9 - Histoire du P.S.U.
- N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.
- N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.
- N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.
- N° 24-25 - La police dans la lutte de classes
- N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats »
- N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.

Le numéro simple ..... 1 F  
Le numéro double ..... 2 F

Abonnement : les 20 numéros. 15 F  
à « TRIBUNE SOCIALISTE »  
9, rue Borromée - PARIS XV<sup>e</sup>

Paiement à la commande  
Par chèque bancaire ou postal C.C.P.T.S. 58.26.65 Paris.

**L'ÉDUCATION  
SEXUELLE  
A  
L'ÉCOLE**

La bourgeoisie, pour garder le pouvoir, a aussi besoin de maintenir le peuple dans l'obscurantisme. Ses idéologues ont toujours considéré que l'éducation sexuelle, ça ne pouvait pas exister. Mystère, péché, prison, etc.

Voici le témoignage d'une mère de famille ouvrière que des millions de téléspectateurs ont peut-être vue et entendue le 25 avril dernier, lors d'une émission qui s'appelle « Le procès ». Son jeune fils suit des cours d'éducation sexuelle à l'école. Elle a dit, entre autres choses :

**Question.** — Est-ce que les choses ont changé entre votre fils et vous ?

**Réponse.** — Ce qui a changé entre nous, c'est surtout son attitude. Quand il parlait de ces problèmes, il avait ce fameux sourire un peu bête, un petit peu gêné, alors que maintenant il en parle de façon naturelle et avec des termes beaucoup plus sains.

**Q.** — Est-ce que vous ne pensez pas que c'est votre domaine réservé ?

**R.** — Ah, mais non ! Je ne suis pas médecin, je ne suis pas spécialiste, je ne suis pas professeur de sciences. Il y a des choses que je ne sais pas. Comme le jour où j'ai appris comment était fait le corps humain, j'ai oublié depuis. Les enfants me le rappellent de temps en temps... Eux aussi oublieront.

**Q.** — Est-ce que vous ne croyez pas que les éducateurs projettent un peu leur déséquilibre sur les enfants ?

**R.** — On projette tous notre déséquilibre sur les enfants, et le professeur, quand il enseigne, projette une partie de lui-même, son équilibre et son déséquilibre. C'est la loi de la nature. Donc, que ça se passe comme ça, c'est normal. Là où intervient la famille, à tous points de vue, tant sur le plan sexualité que sur le plan éducation nationale, c'est de rétablir ce qu'elle pense, elle, être l'équilibre et qui, souvent, n'est pas l'équilibre non plus. Moi, je ne suis pas quelqu'un d'équilibré parfaitement,

donc je projette mon déséquilibre sur mes enfants. C'est une réalité de la vie, c'est dommage mais c'est comme ça.

**Q.** — Vous ne pensez pas que ces choses ont besoin d'un certain mystère ?

**R.** — Qu'est-ce que le mystère, d'abord, et d'une ? Qu'est-ce que le mystère, un mystère de quelque chose qui existe, un mystère c'est quelque chose que l'on ne connaît pas, or la sexualité, la vie sexuelle, ça existe. Donc, ce n'est pas un mystère, c'est une réalité. Donc, c'est un faux mot par rapport à la sexualité que le mot mystère. Ce qui est un mystère, c'est l'affectivité, le sentiment, l'amour de l'homme. Ça, on ne peut pas l'expliquer. Ce n'est pas parce que le cœur marche bien que l'on aime davantage ou moins. Ça c'est mystérieux, cette possibilité des uns et des autres de l'amour, de l'affectivité. Le mystère du sexe c'est complètement idiot, étant donné que c'est une réalité, ça ne peut pas être un mystère. C'est logique.

**Q.** — Vous ne craignez pas que ces cours risquent d'entraîner les parents à une certaine démission sur ce plan-là ?

**R.** — Non. Plus les enfants apprennent, moins les parents démissionnent, dans ce sens que quand les enfants apprennent des choses qui les passionnent et qui les intéressent, qu'est-ce qu'ils font ? Ils arrivent : « J'ai appris ça... » Et on raconte. En ce moment, on a un enfant qui apprend les reptiles. A tous les repas on mange avec des reptiles. Bon, si vous voulez, ils nous informent et ils nous en parlent, donc il n'y a pas démission... même par rapport à ces reptiles, il faut se mettre dans le coup. Donc, le fait qu'ils aient été éduqués à travers l'école sur l'aspect scientifique, sur l'aspect connaissance n'est pas une démission, c'est une prise en charge plus intelligente. C'est tout.

**La fête n'est pas la fête quand on l'organise**

Nos négociations pour nous procurer un terrain pour la fête sont sur le point d'aboutir : un grand (et chouette) terrain à 15 km de Paris (sud).

- Notre projet prévoit :
- Un grand emplacement avec podium pour la musique pop ;
  - Un grand théâtre de verdure qui fonctionnera aussi pour le cinéma ;
  - Une grande aire de verdure pour le cirque, les chansons, les poèmes, les chœurs parlés, le mime, etc., ouverte à tous ceux, groupes et copains, qui auront quelque chose à dire, à chanter, ou à exprimer.

- Et puis, bien sûr, des stands :
- Pour la littérature de toute sorte ;
  - Pour la bouffe et la boisson ;
  - Pour des expositions et des mini-forums, l'artisanat ;
  - Et pour des jeux.

**APPEL AUX MILITANTS**

Nous comptons maintenant sur la mobilisation la plus large possible :

- des fédérations ;
- des sections ;
- des militants ;
- des sympathisants.

Nous avons prévu 200 stands : il est temps de les organiser ! Amusez-vous à les préparer... contactez nous !

**... FETE : SECTEUR SANTE**

On a besoin de copains et de copines qui sont prêts à faire un travail de « bons samaritains », ou de « prolétaires conscients et dévoués » tout en écoutant la musique pour ramasser les gens qui se cassent une patte en dansant le jerk, les nanas qui veulent accoucher de petites Berthes, les gars qui flippent etc. — On se réunit pour ça tous les samedis à 16 heures au PSU, 9, rue Borromée. Venez en masse, il nous en faut au moins 200. On admettra aussi des étudiants en médecine de 3<sup>e</sup> - 15<sup>e</sup> année, des secouristes diplômés, infirmières et même des toubibs.

**... DU COTE DE LA BOUFFE**

Notre fête va durer trois jours. Des commissions de travail se constituent, nous nous occupons de la commission « Bouffe ». Nous demandons à toutes les Fédés désirant prendre en charge un stand de bouffe, buvette de bien vouloir nous le faire savoir très vite, afin de faire la coordination.

D'autre part, tous les camarades pouvant nous aider soit en s'inscrivant à cette commission (ou à une autre) soit en nous mettant en contact avec des : boulangers, paysans, viticulteurs, brasseries, grossistes (huile, moutarde, etc.), marchands de glaces, frites, crêpes, etc..., glaciers (pour frigo).

Pour la location (ou prêt de préférence) de friteuses, frigo, verres,

assiettes, couverts, bassines (les-siveuses), broches, coupeurs pain, charcuterie, etc.

Il faut éviter le circuit commercial habituel : se procurer, par exemple, pommes de terre ou œufs directement, même chose pour le pinard, même la bière si possible. Nous attendons les idées et suggestions de tous, prenez des initiatives et tenez-nous au courant.

Tous les camarades intéressés sont invités à prendre contact avec nous très vite : Franka Pierson (responsable « bouffe » pour la fête) 158, rue de la Convention, Paris-15<sup>e</sup>, Tél. : PEL. 71-50 (au travail).

Et n'oubliez pas de nous envoyer 20 F pour un bon de soutien donnant droit d'entrée pour toute la durée de la fête : CCP Louise Lemée, 46 41 25 Paris (Mentionner « Pour la fête »)

**Non à l'entassement**

« TS » n° 534 a publié un article des camarades de Metz-Borny dénonçant les tentatives pour créer un entassement encore plus grand dans les ZUP et permettre ainsi aux promoteurs de réaliser des profits considérables au lieu et place d'équipements sociaux.

La même situation se retrouve dans la ZUP de Rangueil à Toulouse. Elle a fait l'objet d'une question écrite de Michel Rocard. Nous aurons l'occasion de rouvrir ce dossier dans un prochain numéro.

F. S. ■

**LA MAFFIA A PARIS**

Créé par Serge Mallet, avec l'appui du PSU, du PS et de la Ligue communiste, regroupant de nombreux militants du Secours rouge, le Comité antimafia a eu le mercredi 3 mai sa première apparition publique.

Peu de monde pour ce meeting, c'est vrai, et pourtant le dossier est lourd — qu'il s'agisse du 15<sup>e</sup>, du 13<sup>e</sup>, de la Défense, tous les quartiers parisiens sont touchés. A Lyon, La part-dieu, à Bordeaux Meriadec, à Marseille l'opération Bourse. A chaque

fois, le système est identique. Il lie très étroitement le pouvoir et les grands groupes financiers.

Serge Mallet, au cours de son exposé a dévoilé quelques-uns des dossiers extraordinaires qu'il possède. Le Bureau national du PSU a renouvelé son accord à ce comité. Cependant, il a souligné les dangers d'une action qui se contenterait de dénoncer quelques scandales croustillants. L'action doit se développer et susciter un travail militant réel.

Le meeting du 3 mai a montré que l'action menée avec de trop faibles moyens, ne pouvait pas dépasser l'énoncé de faits même scandaleux. Si une mobilisation militante n'intervient pas rapidement, les mafias financières pourront continuer et développer leurs fructueuses tractations.

Dès notre prochain numéro, nous reviendrons sur quelques éléments des dossiers détenus par le Comité.

Une sélection de tribune socialiste



En vente à la librairie de TRIBUNE 9, rue Borromée, Paris 15 C.C.P. 58 26 65 Paris

**FOLKLORE**

- 52.001. — CHANTS FOLKLORIQUES TZIGANES. Lida Goulesco, chant - accompagnée par Guyla Kokas et son ensemble : Gari, gari - Droujba - Matouchka. 24,25 F
- 52.002. — RECITAL FLAMENCO. Jose Pena, guitare : Alegrias - Fandangos - Siguiriyas ..... 24,25 F
- 52.003. — FLUTES INDIENNES, SIKU et KENA. Isidoro Canones y su conjunto : El zaino - Kena miski - La piojosa ..... 24,25 F
- 52.005. — UN HOMME DE ARGENTINA. Raul Maldonado, guitare et chant : Changuito guerrillero - Hijo ..... 24,25 F
- 52.006. — MUSIQUE TRADITIONNELLE DU JAPON. Teiko Kikuchi, koto : Le pluvier chantant - A l'automne ..... 24,25 F

**JAZZ**

- PRIX série 10.000 : 28,40 F
- PRIX série 50.000 : 24,25 F
- 13.002. — ŒIL-VISION. Jean-Luc PONTY - J.-L. CHAUTEMPS : Chant Inca - Satirique - Œil-Vision...
- 13.006. — DHARMA QUINTET : Tormilina - Tonton SFP - Cirrus...
- 53.001 - 53.002 - 53.005. — HIGH SOCIETY JAZZ BAND : Sweet Lorraine - Tiger rag - Panama...
- 53.004. — RAGTIME ET WASHBOARD BANDS : Contentment - Nightingale rag...

**DIVERS**

- 54.003. — LES CLASSIQUES DE L'ACCORDEON. André Brocoletti et son orchestre : Reine de musette - Le dénicheur ..... 24,25 F

- 54.005. — LA BELLE EPOQUE DU PIANO MECANIQUE : Black bottom - Roses de Picardie... (Idéal pour la sonorisation de films muets, genre Laurel et Hardy) .. 24,25 F

**CHANSONS**

- JEAN-MARIE VIVIER « un chanteur à découvrir ».
- 14.001. — Jean-Marie Vivier chante Aragon, Pierre Seghers, J. Ollivier, Georges Dor, Léo Ferré, Mouloudji ..... 28,40 F
- 14.002. — DES CHANSONS DE Jehan Jonas - Gilles Vigneault - un poème de Jehan Rictus. 28,40 F
- 14.003. — L'ILE LOINTAINE à écouter absolument ..... 28,40 F

# La révolution selon Leone

Un véritable phénomène de cinéma, pourrait-on dire à propos de Sergio Leone. Un Français sur cinq a vu son avant-dernier film. Il était une fois dans l'Ouest. Avant de se lancer dans la mise en scène, Leone a fait des classes — longues et appliquées — dans le découpage et le montage de films réalisés par d'autres. Il a ainsi participé à 58 films avant d'embarquer — avec un grand sérieux — des genres dits inférieurs : péplum et western. L'année 1964 est un moment où la chevauchée du western américain manifeste quelques signes d'essoufflement et que le western spaghetti italien ne rencontre plus l'enjouement de foules, assommées et gavées par la consommation excessive de scènes de violence gratuite. Leone choisit cette époque pour prendre une distance critique et humoristique par rapport à la représentation cinématographique que les Américains se font de l'histoire de la conquête de l'Ouest.

## VIOLENCE, WESTERN ET SPAGHETTI

En faisant la part de ce que le cinéaste italien concédait à la consommation de la violence en vogue, il n'est pas exagéré de parler, pour ce qui est de ses deux premiers westerns : « Pour une poignée de dollars » et de « Pour quelques dollars de plus », d'une certaine démythification du genre par le canular. Mais ces deux travaux pratiques décalaient déjà la marque d'un talent original mis au service d'un sens certain de la dimension de l'histoire.

Ces prémices étaient confirmées par : « Il était une fois dans l'Ouest » qui devait consacrer Leone au point que ses westerns sont les seuls, en dehors des productions nationales, qui soient projetés sur les écrans américains. Le train de « Il était une fois dans l'Ouest » personnifiait véritablement l'avance du capitalisme industriel dans l'Ouest américain, ce qui entraînait la condamnation des structures sociales périmées et des protagonistes plutôt victimes qu'acteurs, incapables d'en détacher le cours de leur vie, inadaptés au changement inéluctable. Le processus historique, saisi sur le vif, constitue la clef de voûte de l'œuvre.

## L'ENGAGEMENT SUBJECTIF

En dépit du titre, Leone n'a pas centré son dernier film sur l'événement politique lui-même. La révolution mexicaine sert plutôt de fond, même si elle interfère sur le comportement de deux compères dont l'évolution des rapports psychologiques représente la trame du film : « Il était une fois la révolution ».

Il s'agit de deux marginaux que la tourmente révolutionnaire va happer dans son élan. Le flegmatique Sean (James Coburn) est un dynamitero blasé. Une autre révolution — irlandaise celle-là — a imprimé dans ses souvenirs la marque profonde d'une amitié détruite. Juan, le truculent mexicain, s'accommode comme il peut de la dureté des temps en organisant avec une famille biblique de menus larcins ou des attaques plus importantes de diligences. Son problème est de survivre, avec l'intime conviction, plus ou moins consciente, que voler les riches, ce n'est pas voler. Le moteur de l'action du film va être déclenché par la rencontre de ces deux êtres aux tempéraments presque diamétralement opposés. Rien d'étonnant alors à ce que l'insertion de ces deux aventuriers dans la révolution s'explique par des motivations individualistes, voire égoïstes. A ce titre, la scène de

l'attaque de la banque prend valeur de symbole. Les deux compères avaient l'intention de faire main basse sur le trésor des gouvernementaux en s'associant à l'action des révolutionnaires mexicains. Or les caves de la banque ne contenaient que des prisonniers politiques dont leur libération voue Juan aux hurras de la foule. De manipulateurs de la révolution, ces militants malgré eux, s'aperçoivent à maintes occasions qu'ils ne sont que l'instrument d'une réalité qui les dépasse. En somme, ils sont portés par la tempête révolutionnaire tantôt sur la crête, tantôt dans le creux de la vague. Le mouvement est d'ailleurs imposé à toute la construction du film. Les scènes d'action violente martelées par le festival de dynamite irlandaise, précèdent les moments de calme plat rythmé seulement par la brillante partition musicale de Morricone. Le film réalise une synthèse réussie entre l'action et la réflexion, le rire et l'émotion, l'engagement et le découragement, le courage et la peur. Au niveau de l'expression, avec une allure débridée et tarabiscotée qui l'apparente plus au caractère méditerranéen, dans une atmosphère de fantasia. « Il était une fois la révolution » s'apprécie comme un cocktail explosif de tous les genres : western, comédie à l'italienne, roman picaresque et surtout opéra.

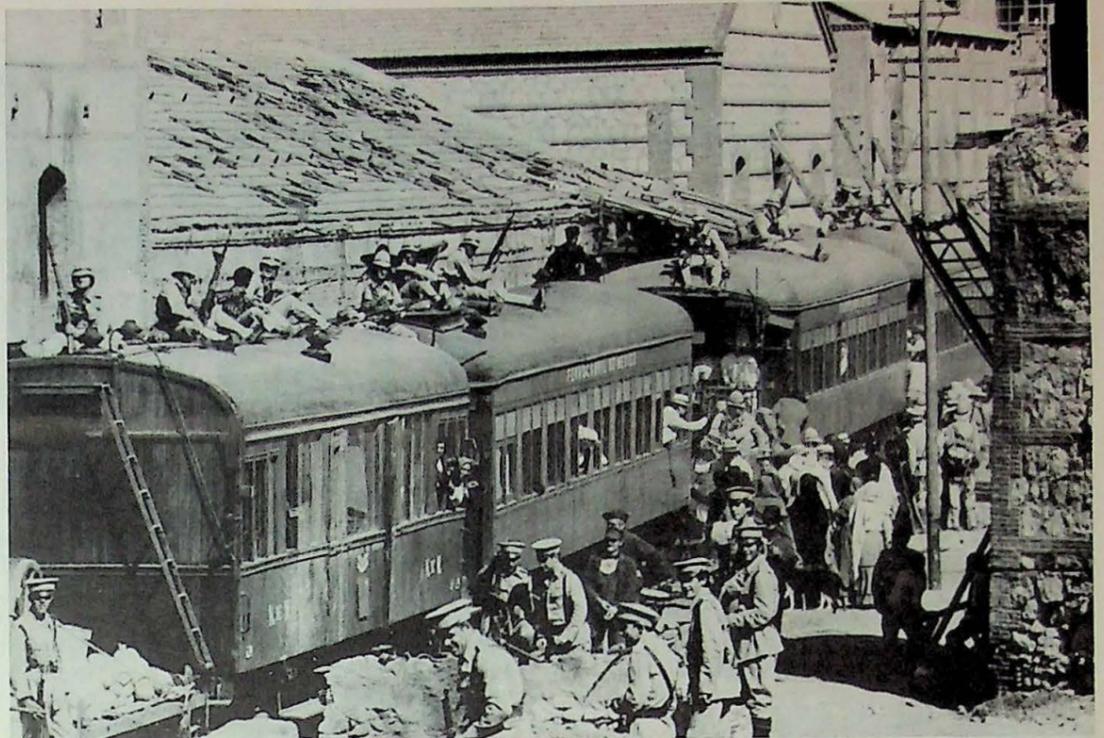
## LA REVOLUTION, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Que reste-t-il de la révolution dans cette affaire ? Les soulèvements populaires, les violences des privilégiés et la réaction des opprimés sont présents dans le film. Mais ces éléments constituent beaucoup plus les fils de la toile de fond servant de révélateur aux rapports psychologiques qu'ils ne permettent un abord réflexif du fait collectif et social. Pourtant la révolution mexicaine n'est pas qu'un prétexte. D'abord la reconstitution de l'atmosphère de la première grande révolution sociale allie un souci méticuleux d'authenticité (uniformes, habits, trains, armes) habituelle chez Leone, à un souffle de vie qui aère l'œuvre dans son entier. Et puis surtout l'engagement révolutionnaire n'est pas théorisé de façon abstraite, mais perçu par des êtres de chair, avec leur sueur et leur sang, avec leur lot d'héroïsme quotidien et de défaillances humaines. A ce titre, la référence à la pensée de Mao, placée en exergue du film ne s'explique pas seulement par des préoccupations publicitaires mais sert aussi à annoncer que la révolution ne sera pas une partie de plaisir. Et par-dessus tout ça, un chaleureux regard est porté sur la justesse de la cause que défendaient les partisans de Pancho Villa. La séquence de la diligence, véritable autopsie des classes sociales privilégiées en voie de putréfaction, traduit indéniablement des préférences, un choix.

## ANARCHIE OU APOLITISME ?

Pourtant Leone dénie à son œuvre toute valeur politique. Il voudrait simplement nous faire feuilleter un album merveilleux de souvenirs tumultueux d'un temps encore peu lointain où de fabuleux aventuriers n'étaient pas encore intégrés à un système de production, répétitif et aliénant. En somme, la référence à ces insoumis, qui ruiaient dans les brancards d'une société en gestation ne ferait que limiter l'œuvre de Leone à un rôle de meilleure intégration sociale. Pourtant, avec « Il était une fois la révolution », l'œuvre risque de dépasser les intentions de son auteur. Il est des secousses du passé dont le présent vibre encore...

Alain Moutot



D.R.

# Tout va (très) bien

Pour les spectateurs qualifiés de « petits bourgeois » que nous sommes, un nouveau film de Jean-Luc Godard est un événement. Son œuvre est trop connue pour que nous y revenions (citons pour mémoire « A bout de souffle », « Une femme est une femme », « Vivre sa vie », « Le Mépris », « Bande à part », « Une femme mariée », « Alphaville », « Masculin-Féminin », « Deux ou trois choses que je sais d'elle », « Week-end », « Les Carabiniers »). En 1967 « La Chinoise » annonçait Mai 68. En 68, « Le Gai Savoir » tourné pour l'O.R.T.F. qui refusait de le diffuser.

Mai 68 : Godard participe « comme tout le monde » au mouvement (dans « Tout va bien », Montand-Godard s'explique).

Depuis « La Chinoise », il travaille avec Jean-Pierre Gorin au sein du Groupe « Dziga Vertov ». C'est la réalisation de « Vent d'Est », « Vladimir et Rosa », « Luttés en Italie », « Pravda », « Un film comme les autres », films devant être « les bases de travail théorique pour « Tout va bien ».

Bien. Mais si — et cela est peut-être votre cas — vous n'avez pas vu ces films, ou n'avez pas lu les revues hautement spécialisées en textes théoriques, vous ne pouvez connaître et apprécier ces bases essentielles, comment allez-vous recevoir avec profit « Tout va bien » ?

Eh bien, pour le spectateur non préparé « théoriquement », cela ne pose aucun problème ! Les premières images, pleines d'humour, le mettent dans le bain... Oui « Tout va bien » !

## GREVE ET BREVE RENCONTRE

Le film relate une grève dans une usine de salaisons, avec une histoire d'amour entre un cinéaste et une journaliste qui sont pris dans cette grève. Les événements dont ils sont les témoins changeront bien des choses dans leur propre vie — « L'emmerdement de cette « brève rencontre », comme le dit J.-P. Gorin, « c'est la lutte de classes ». Pas de sentimentalité à l'eau de rose chez Godard-Gorin et c'est tant mieux ! Ce qui importe pour le couple Montand-Fonda, c'est de reconsidérer leur propre vie à la lumière des événements sociaux dont ils sont témoins. Démarche difficile que notre cinéaste à deux têtes abandonne à notre réflexion car Godard-Gorin arrêtent là leur film.

Proposer des problèmes et ne pas les résoudre est évidemment le moyen de diviser les gens, mais surtout de les obliger à réfléchir. Dans « Tout va bien », leur but semble atteint si l'on en croit les critiques. (« L'Express », « Combat »).

## « NOTRE BUT EST DE DIVISER LES GENS NON DE LES REUNIR »

Que nous proposent les acteurs de cette révolte ? « Des actes enfantins et désordonnés », écrit « Combat ». Mais Godard n'a jamais dit qu'il voulait donner des recettes pour la révolution ! Le critique Jean Collet écrit : « Il sait qu'en allant jusqu'au bout de l'imaginaire, il construit un objet rigoureux, expérimental, bien réel, document qui est en prise sur l'actualité beaucoup plus que la photographie directe de cette actualité ». C'est ainsi que dans « Week-end » les voitures brûlent dans l'île de France en octobre 1967, que « La Chinoise » annonçait Mai 68 alors que les spectateurs ne se doutaient de rien et que la séquestration du patron dans « Tout va bien » nous fait penser à l'affaire Nogrette, arrivée après le tournage du film. « Puérilité des provocations » écrit encore « Combat ». Pas si puériles et si gratuites que cela. La façon dont Godard - Gorin déboulonnent le patron de son piédestal est à la fois très drôle et certainement efficace. Car le mythe du patron (du latin « père ») est encore plus vivace que l'on ne croit. C'est ce mythe qui a fait que beaucoup de gens ont été choqués par l'affaire Nogrette, mais dans les usines, nombreux étaient les ouvriers qui se frottaient les mains en silence, en accord tacite avec la grande banderole déployée dans le film : « On a eu raison de séquestrer le patron ». Godard-Gorin jugent leur film « décevant pour les gauchistes », et ils montrent que les efforts de ces derniers aboutissent souvent à une répression sanglante. Mais ce qui est décevant, n'est-ce pas plutôt l'apathie des foules qui ne suivent pas. La chanson choisie pour la fin du film « Il y a du soleil sur la France. Et le reste n'a pas d'importance » semble le prouver et illustre bien l'esprit de la nouvelle société de Pompidou-Chaban, cultivant l'indifférence, la passivité (métro/boulot/dodo, dans des cités sans vie, bordées de dépôts d'ordures, déchets de la société de consommation).

Mais Godard-Gorin nous donnent eux-mêmes une raison d'espérer :

« Mais l'calme n's'rait qu'apparent. Tout ça bougerait énormément. Et là, les gauchistes n'ont pas à être déçus et ils y sont sûrement pour quelque chose.

Car les ouvriers pensent que les militants révolutionnaires ont une part importante dans les changements qui s'opèrent chez les militants syndicalistes. « Mais « Tout va bien » n'est pas un aboutissement. Il faudra encore deux ou trois films avant qu'un certain nombre de mythes soient balayés et on ne marquera des points que si nos productions rencontrent un écho réel auprès des groupes de plus en plus larges », explique Jean-Pierre Gorin.

## AVOIR UN ECHO REEL AUPRES DES GROUPES DE PLUS EN PLUS LARGES ?

D'accord Godard-Gorin, mais actuellement, étant donné les contradictions des systèmes de diffusion (sortie du film dans le circuit Gaumont, cinémas du quartier Latin et aux Champs-Élysées) pensez-vous réellement que vous toucherez ceux qui auraient le plus besoin de voir votre film ?

Proposons toutefois cette suggestion : que les organisations politiques, culturelles et « démocratiques » (!) provoquent des sorties de groupes et que les cinémas consentent des prix très spéciaux (10 F c'est beaucoup pour un budget ouvrier).

Pour faire un film il faut de l'argent, pour le voir aussi. Encore ces infernales contradictions du système production-diffusion.

Les choses étant actuellement ce qu'elles sont... « Tout va bien » est un film utile et souhaitons qu'il trouve une diffusion plus large sur un plan militant... après son passage en exclusivité !

Françoise Claire

« 1973 ou la cité révolutionnaire est de ce monde » sera présenté à la Cartoucherie de Vincennes à partir du 12 mai 1972 par le Théâtre du Soleil. En soirée, à 20 h 30, mercredi, jeudi, vendredi et samedi. En matinée, à 16 h, samedi et matinée. Prix des places pour les collectivités : 11 F. Un service de bus gratuit sera assuré, aller et retour, à partir du métro Château de Vincennes. Téléphone, pour les options à prendre dès que possible : 328.95.04

## LA SOLIDARITE A JOUE BRISANT TOUTES LES COLLUSIONS

Cette lutte a revêtu un caractère exemplaire et quasi symbolique. Elle a témoigné de la réalité de la lutte de classes, car elle a été un affrontement particulièrement sévère entre le haut patronat et la classe ouvrière !

La C.G.E., en liaison étroite avec le C.N.P.F., a voulu en faire un test de sa politique de coup d'arrêt aux revendications syndicales. Elle a usé de tous les moyens et subterfuges en son pouvoir : recours à la justice puis à la police pour faire évacuer l'usine occupée et affirmer son droit de propriété et la fameuse « liberté du travail » ; tentatives pour dissocier la masse des grévistes des directions syndicales ; refus de reconnaître les délégués syndicaux fédéraux comme interlocuteurs valables. La C.G.E. a tout tenté pour discréditer les délégués responsables et briser dans l'usine l'organisation syndicale acceptée à contre-cœur en mai 68. Face à cette volonté délibérée et provocatrice, le pouvoir a clairement montré sa collusion avec le patronat. Prompt à répondre à l'appel des patrons, à user de la force pour les aider, il s'est montré d'une singulière mollesse pour faire céder une direction obstinée. Les péripéties de la négociation-marathon de ces derniers jours à Paris soulignent à nouveau que la médiation des pouvoirs publics est une mystification.

### Un protectorat réveillé

En revanche, la réaction de l'ensemble de la population laborieuse, ouvriers, paysans, petits commerçants, employés, enseignants, jeunes, etc., a été remarquablement unanime. Ainsi se trouve justifiée l'analyse selon laquelle, en cas de lutte dure, un clivage se manifeste entre deux forces antagonistes. La prise de conscience qui en est résultée est sûrement un résultat durable qui ne manquera pas d'avoir des conséquences politiques dans l'immédiat.

Une autre prise de conscience importante a été la **dimension régionale de la lutte**. C'est une des raisons de l'extension inespérée du mouvement de solidarité. Le Joint Français est devenu, en quelques semaines, le symbole de la forme d'exploitation à laquelle la Bretagne est soumise, comme d'autres régions défavorisées de France. Le contraste entre les cadeaux consentis à l'installation et les salaires imposés aux ouvriers, a choqué

l'opinion publique autant que l'intervention de la force armée. Cette opinion publique s'est également rendu compte d'un autre fait : l'impossibilité d'apprécier exactement le bilan de l'entreprise locale, étant donné les liens existant entre elle et l'usine de Bezons d'une part, entre l'ensemble du Joint Français et la C.G.E. de l'autre. L'absence des dirigeants responsables réfugiés à Paris a souligné l'aspect quasi colonial de cette exploitation. Les menaces de fermeture, ce chantage odieux, ont souligné le mépris des grosses firmes pour les situations locales, régionales ou même nationale. L'extension de la solidarité a pris ainsi la forme d'une protestation de la Bretagne entière à l'exploitation d'un capitalisme extérieur à la région.

Quelle est l'attitude des organisations syndicales et politiques ? La C.F.D.T., majoritaire dans l'usine, a mené le combat sous l'impulsion de l'U.D. et de son secrétaire Jean Lefaucheur. Prise entre le frein de la C.G.T. (aidée de la F.E.N. à direction communiste) et les coups d'épéon d'une avant-garde « gauchiste », elle a parfois paru ménager trop la C.G.T., mais dans l'en-

semble son attitude s'est avérée efficace et opportune.

Les syndicats agricoles (F.D.S.E.A. et C.D.J.A.) entraînés par leurs éléments les plus dynamiques, sont intervenus très rapidement, réalisant pour la première fois à cette échelle dans le département l'alliance ouvriers-paysans. Ils continuent à approvisionner les grévistes en denrées alimentaires.

### Loin de la peur du rouge

La C.G.T. et le P.C., flanqués de la F.E.N., sont obsédés par la hantise des « provocations gauchistes ». Le P.C. a refusé de participer au comité de soutien pour cette raison, et ses responsables et militants sont absents de la direction de la grève. Ils ne sont guère apparus que sur les tribunes des meetings... ou dans la campagne du référendum à laquelle ils ont consacré prioritairement leurs efforts.

Le P.S. cautionne le comité de soutien mais n'est pas davantage présent dans l'action.

Des ouvriers maoïstes ont joué un rôle dans le déclenchement et le durcissement de la grève et, dans l'ensemble, le courant des jeunes maoïstes (ou apparentés) a contribué à maintenir la volonté de lutte. Mais leur volonté de déborder les organisations (sans reculer devant la calomnie), leurs querelles doctrinales fréquentes avec la Ligue Communiste, ont parfois provoqué des incidents de nature à compromettre l'action.

La Ligue, très faiblement implantée à Saint-Brieuc, a rameuté ses militants et ses permanents, parfois de très loin, pour impulser l'action du comité de soutien, et aussi... pour tenter de donner l'impression que la Ligue menait la grève.

### Le PSU dans la lutte

Quant au P.S.U., il a agi à plusieurs niveaux.

Le conseil municipal de Saint-Brieuc, sous l'impulsion de nos camarades, a pris dès le début de la grève, une position de classe très nette, d'une façon qui fut comprise et admise par la population, et qui a contribué efficacement à entraîner celle-ci dans la solidarité. Au conseil général, les interventions de Yves Le Foll (applaudies par les délégués ouvriers présents) sont allées dans le même sens.

Nos camarades ont agi, cela va sans dire, à l'intérieur des syndicats. Le parti est apparu enfin en tant qu'organisation par son action à l'intérieur du comité de soutien, et par plusieurs interventions publiques. Il faut souligner que la fédération dispose d'un hebdomadaire pour répercuter de façon assez rapide et assez large toutes nos prises de position. Ce sont nos camarades que l'on trouve aussi à l'origine de certaines initiatives (exemple : le soutien d'un conseil municipal éloigné du Joint qui a fait tâche d'huile).

On peut signaler une action menée par le comité de soutien, le jour du référendum, et qui a consisté à vendre des cartes de solidarité du Joint Français à l'extérieur des bureaux de vote, avec des pancartes invitant à ne pas observer de trêve électorale dans la lutte de classe. Les conseillers municipaux de Saint-Brieuc (à l'exception des communistes) s'étaient abstenus de présider leur bureau de vote, et certains camarades participaient à la collecte à la porte même de leur bureau habituel.



La distribution de pain aux grévistes devant l'usine (photo AFP).